

Table des matières

Un épisode de la vie de Staline.....	2
[À propos du livre de Winston Churchill].....	3
Lettre ouverte au sénateur Henry J. Allen.....	4
Victor Serge et la IV° Internationale.....	8
[Une affaire sérieuse].....	9
La déclaration de Galicie et compagnie.....	10
[« Faut-il entrer dans le P.S.O.P. ? »].....	15
[Des difficultés avec Diego].....	18
[Des nouvelles de la F.I.A.R.I. ?].....	20
[Les nouvelles de Norvège].....	21
S.O.S. - La Situation en France.....	22
[Historique de l'affaire Siéva].....	24
[Il faut informer Siéva].....	26
[Il faut un nom révolutionnaire].....	27
[Le nom est partie du drapeau].....	29
[Une suggestion pour le B.O.].....	30
[Travail et santé].....	31
[Enquêter sur les fascistes aux États-Unis].....	32
[Les problèmes des Curtiss].....	33
L'heure de la décision approche.....	34
[Le travail va bien].....	41
[Des arguments troublants].....	42
[Accusé de réception].....	43
Un dialogue politique.....	44
La mission de la F.I.A.R.I.....	48
La bourgeoisie juive et la lutte révolutionnaire.....	50
L'appel aux bourgeois et intellectuels juifs.....	52
La Voie de l'Avant-Garde révolutionnaire en France.....	53
Lénine et la Guerre impérialiste.....	56
Au Pilon !.....	61
Une leçon de plus.....	63

Un épisode de la vie de Staline

(1^{er} décembre 1938)

Lettre à L. Estrine (7728), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

Chers Amis,

Je possède la citation suivante du livre d'Olmsky, *Esquisse générale d'une époque (l'époque de Zvezda et la Pravda)* paru en 1921 :

« Le n° 47 de la *Pravda* publie un article de K. Staline : « Le devoir des ouvriers conscients est de s'élever contre les tentatives de schisme dans les fractions, d'où qu'elles viennent. »

et cette note :

« K. Staline, I. M. Sverdlov¹ ont séjourné à Pétersbourg à différents moments après leur évasion de leur exil sibérien. Ils ne restèrent que peu de temps à Pétersbourg avant d'être de nouveau arrêtés, mais suffisamment pour que leur présence se fasse sentir dans le travail des journaux, de la fraction, etc. »

Cela doit avoir été publié dans le recueil d'Olmsky en 1921, page 61. J'ai reçu de Paris l'information selon laquelle il n'y avait rien sur Staline dans le livre d'Olmsky. Cependant, cette citation a une grande importance. Elle montre à l'évidence que Staline a mené le combat contre la scission et demandé qu'on s'oppose aux efforts de Lénine pour engager la fraction à la rupture².

Le n° 47 de la *Pravda* dont ma citation est extraite a paru à l'époque où Staline était en exil. Alors, cette citation est-elle exacte ? Autrement dit, Staline a-t-il fait parvenir son article d'exil ? Éclaircir cet épisode est très important pour moi. Peut-être d'ailleurs que le n° 47 est sorti non en 1912, année de la naissance de la *Pravda*, mais en 1913. Dans ce cas, ce numéro se situe à la mi-février. Après une période d'activité à Pétersbourg, Staline était alors parti à l'étranger. Je vous prie d'éclaircir cet épisode sous tous ses aspects, avec le plus grand soin.

¹ Iakov M. Sverdlov (1885-1919) avait été à la fois le premier secrétaire du parti et le chef de l'État soviétique après une longue carrière de révolutionnaire professionnel à travers prison et déportation. Il était en déportation à Kolpatchevo avec I. N. Smirnov et Lachévitch quand Staline y arriva en septembre 1912.

² En gros, Staline collabora à la *Pravda* d'avril 1912 à février 1913, dans une période où Lénine insistait pour la séparation définitive d'avec les mencheviks « liquidateurs » ; Trotsky pense, non sans arguments, que Staline faisait partie des « conciliateurs ».

[À propos du livre de Winston Churchill]

(1er décembre 1938)

Lettre à E. Hughes (8536), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

Cher Camarade Hughes¹,

Je viens de recevoir votre lettre du 15 novembre dans laquelle vous m'écrivez que vous m'envoyez un exemplaire du livre de Churchill².

Je saisis cette occasion de vous dire que mon proche ami Jim Cannon m'a écrit pour me dire la sincère admiration qu'il a pour vous en dépit de la profonde divergence des conceptions politiques³. D'après votre lettre à Hansen⁴, je vois avec plaisir que vous avez eu également une bonne impression de Cannon.

P.-S. : Quand j'aurai reçu le livre, j'examinerai ce que je peux faire avec le « nouveau dirigeant de la démocratie occidentale ».

¹ Emrys Hughes (1884-1969) était professeur à Leeds et éditait le *Forward* qui était souvent proche des positions trotskystes. Il avait demandé des articles à Trotsky.

² Il s'agit du livre intitulé *Great Contemporaries*, paru l'année précédente à Londres, dans lequel se trouvait un chapitre venimeux, significativement intitulé « Leon Trotsky alias Bronstein ». dont nous avons donné des extraits dans les Cahiers Léon Trotsky n° 12. Winston Churchill (1874-1965), homme politique conservateur, violemment anti-communiste avait tracé de Trotsky un portrait inspiré par la haine. Par ailleurs, partisan de la « fermeté » contre Hitler, il faisait figure de leader des « démocrates ».

³ Cannon, dans son voyage en Europe, avait rendu visite à Hughes.

⁴ Joseph Hansen (1910-1979), recruté à la C.L.A. en 1934 à l'Université de l'Utah par un de ses professeurs, avait milité à San Francisco dans la presse syndicale des marins. Il avait été envoyé comme secrétaire en septembre 1937 par les Américains.

Lettre ouverte au sénateur Henry J. Allen

(2 décembre 1938)

Lettre ouverte à Henry J. Allen (T4477) traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

Cher Monsieur¹,

Le 27 juillet, vous m'avez fait l'honneur de me rendre visite à Coyoacán. Je ne l'avais pas demandé. J'avoue même que j'ai essayé d'y échapper. Mais vous avez été tenace. Comme je n'étais pas disponible avant votre départ de Mexico, vous vous êtes joint à un groupe de touristes de la Société pour les relations culturelles avec l'Amérique latine². C'est ainsi qu'apparut de façon inattendue au milieu d'amis du Mexique un de ses ennemis actifs.

Je me permets de dire que la personnalité du sénateur Allen ne tarda pas à émerger dans notre modeste veillée de l'avenida Londres. Par chacune de ses remarques, par l'expression de son visage, par le ton de sa voix, il apparaissait évident que cet homme manquait totalement même de la plus infime capacité à sentir la misère des classes et nations opprimées, qu'il était totalement imprégné des intérêts de la couche supérieure de la société capitaliste et par la haine impérialiste pour tout mouvement libérateur.

Vous avez participé à la discussion générale, M. le sénateur. De retour aux États-Unis, vous avez adressé à plusieurs journaux des articles consacrés à votre visite au Mexique et particulièrement à moi. Le 22 novembre, vous êtes revenu une fois de plus sur les mêmes problèmes dans votre discours au banquet annuel de la Chambre de commerce de New York. Je ne doute pas que vous ne poursuiviez vos objectifs avec persévérance. Quel est cet objectif ? Je commencerai par les articles.

Vous avez trouvé – selon vos propres termes – mon patio très humide (c'était la saison des pluies) et mes paroles très sèches. Je suis bien éloigné de vouloir discuter de telles appréciations. Mais vous êtes allé bien au-delà. Vous avez essayé de déformer de façon tendancieuse ce que j'avais dit en présence de quarante personnes. Cela, je ne puis vous le permettre. Vous indiquez ironiquement que les questions qui m'ont été posées par les participants de l'excursion relevaient du domaine « où l'on coupe en quatre les cheveux de la doctrine de Marx ». « Aucune de ces questions ne concernait le Mexique », ajoutez-vous de façon ambiguë. Parfaitement exact : j'avais auparavant prié le dirigeant du groupe, le Dr Hubert Herring³ de laisser la politique mexicaine en dehors de la discussion. Pas, bien entendu, parce que j'aurais voulu de cette façon dissimuler – comme vous l'insinuez – une « conspiration » de ma part mais seulement parce que je ne voulais pas don-

¹ Henry J. Allen (1866-1950) avait été gouverneur républicain du Kansas de 1919 à 1923, directeur de la publicité pour la campagne présidentielle de Hoover en 1928, sénateur à partir de 1929. Depuis la nationalisation des sociétés pétrolières au Mexique, il se dépensait dans la presse pour démontrer que le gouvernement Cárdenas était « ultra-bolchevique » et inspiré par... Trotsky.

² Cette société, animée par le professeur Hubert C. Herring, envoyait chaque année un certain nombre de visiteurs en groupe pour une discussion avec Trotsky dans le cadre d'un voyage d'études. En échange, le professeur mettait sa villa de Taxco à la disposition des Trotsky.

³ Hubert Clinton Herring (1889-1967), professeur d'université et auteur très connu d'une histoire de l'Amérique latine, était l'animateur de cette société.

ner à mes ennemis prétexte à des insinuations inutiles (il y en a déjà assez). Mais vous, M. le sénateur, vous avez pris courageusement le taureau par les cornes, et m'avez posé la question pour laquelle, selon vos propres paroles, vous étiez venu me rendre visite, à savoir : « M. Trotsky, quelle est votre opinion sur le nouveau dirigeant communiste, le président Cárdenas, par rapport aux dirigeants communistes de Russie ? », ce à quoi j'aurais prétendument répondu : « Il est en réalité plus progressiste que certains d'entre eux. » Permettez-moi de dire, monsieur, que ce n'est pas vrai. Si vous m'aviez posé semblable question en présence de quarante personnes intelligentes et réfléchies, il est probable qu'elles auraient toutes éclaté de rire de bon cœur et que je me serais joint à ce rire général. Mais vous ne vous êtes pas compromis à poser une telle question. Et je ne vous ai pas fait semblable réponse.

Ce qui s'est réellement passé, c'est que j'ai essayé dans le cours de cette discussion de rendre au mot « communisme » son véritable sens. Actuellement les réactionnaires et les impérialistes appellent « communisme » (parfois « trotskysme ») tout ce qui leur déplaît. De son côté, la bureaucratie de Moscou appelle « communisme » tout ce qui sert ses intérêts. À titre d'exemple, j'ai dit au passage : « Bien que Staline porte le nom de communiste, il fait en réalité une politique réactionnaire; le gouvernement du Mexique, qui n'est pas communiste, même dans la plus petite mesure, fait une politique progressiste. » Telle est la seule phrase que j'aie prononcée sur ce point précis. Votre tentative de m'imputer la caractérisation comme « communiste » du gouvernement mexicain est mensongère et dénuée de sens, bien que peut-être utile aux fins que vous poursuivez⁴.

Les pays coloniaux et semi-coloniaux ou les pays d'origine coloniale passent à retardement à travers une période de formation nationale et démocratique, et non « communiste ». L'Histoire ne se répète évidemment pas. Le Mexique est entré dans la révolution démocratique à une autre époque et dans d'autres circonstances que les premiers-nés de l'Histoire. On pourrait bien entendu dire, à titre d'analogie historique, que le Mexique est en train de traverser la même phase de développement que les États-Unis ont traversée, à partir de la guerre révolutionnaire d'indépendance et qui s'est terminée par la guerre civile contre l'esclavage et le séparatisme⁵. Au cours de ces trois quarts de siècle, la nation nord-américaine s'est formée sur des bases démocratiques bourgeoises. L'affranchissement des Noirs, c'est-à-dire l'expropriation des esclavagistes, fut tenue et proclamée par tous les Allen de cette époque comme un défi aux commandements de Dieu et – chose infiniment plus grave – comme une atteinte aux droits de propriété, c'est-à-dire du communisme ou de l'anarchisme. Pourtant, du point de vue scientifique, il est indiscutable que la guerre civile, sous la direction de Lincoln⁶ ne fut pas le commencement d'une révolution communiste, mais le terme de la révolution démocratique bourgeoise.

Cependant l'analyse scientifique de l'histoire est bien ce qui vous intéresse le moins, M. le Sénateur. Vous vous être présenté à moi dans l'intention avouée – cela résulte de vos propres phrases – de trouver dans mes paroles quelque chose qui pouvait cadrer avec votre campagne contre le gouvernement mexicain. Comme vous n'avez rien trouvé qui vous convienne, vous vous lancez dans des inventions. La main dans la main avec le jour-

⁴ Le sénateur Allen avait écrit dans le *New York Herald Tribune* du 29 août 1938 que, selon Trotsky, Cárdenas était « un meilleur communiste que les Russes ».

⁵ Trotsky fait allusion à la Guerre de Sécession (1861-1865).

⁶ Abraham *Lincoln* (1809-1865), qui avait gagné la guerre, mis fin à la sécession des États du Sud et émancipé les esclaves, fut assassiné peu après la victoire.

nal *Daily News*, vous développez l'idée que je suis l'inspirateur des mesures d'expropriation des possessions étrangères et que je suis en train de préparer... la reconstruction du Mexique sur des bases communistes. Vous parlez même d'un « État trotskyste-communiste » ! Pendant votre séjour dans ce pays, vous auriez pu facilement apprendre des gens qui sympathisent avec vos idées (vous mentionnez vous-même vos rencontres « secrètes » avec eux) combien je me tiens à l'écart de la politique mexicaine. Mais cela ne vous arrête pas. Pour démontrer que le Mexique est en train de se transformer en un « État trotskyste », vous prenez appui sur l'importance grandissante des syndicats ouvriers du Mexique et sur le rôle personnel de Lombardo Toledano, et concluez votre article (*Herald Tribune*, 29 octobre) par ces propos significatifs : « Toledano a passé un certain temps en Russie et il est partisan de Trotsky. » Toledano partisan de Trotsky ! On ne peut aller plus loin ! Tout homme qui sait lire au Mexique et des hommes innombrables dans d'autres pays éclateraient de rire en lisant cette phrase – comme je l'ai fait et comme l'ont fait mes amis à qui je l'ai lue. Le général Cárdenas comme « nouveau dirigeant communiste », Trotsky comme inspirateur de la politique mexicaine, Toledano comme partisan de Trotsky... Il faut seulement ajouter : le sénateur Allen comme autorité sur les problèmes mexicains !

Vous êtes apparu dans ma maison, M. le Sénateur, en qualité d'espion du capital pétrolier. Nous ne nous demanderons pas jusqu'à quel point ce rôle est digne. Nous avons, vous et moi, des critères trop différents. Mais il existe aussi des catégories différentes d'espions. Il y a ceux qui cherchent avec précision, avec soin, de bonne foi – à leur manière – les informations nécessaires et les communiquent à leur patron. Vous procédez différemment. Vous inventez les informations qui vous manquent. Vous agissez comme un espion de mauvaise foi.

Vous avez avancé cette théorie sur mon rôle sinistre dans la vie intérieure du Mexique, dans un triple objectif : d'abord, exciter les cercles impérialistes des États-Unis contre le gouvernement mexicain prétendument « communiste » ; deuxièmement, porter un coup à l'orgueil national du Mexique au moyen d'une légende absurde sur l'influence d'un réfugié étranger dans la politique du pays ; troisièmement, compliquer ma situation personnelle au Mexique. En impérialiste arrogant jusque dans la moelle de vos os, vous partez implicitement de ce postulat que le Mexique n'est pas capable de réaliser ses propres tâches sans aide étrangère. Vous vous trompez lourdement, M. le Sénateur !

Les dirigeants des pays bourgeois à l'époque révolutionnaire étaient, en règle générale, bien supérieurs aux dirigeants actuels. Dans le plus ancien des pays civilisés, Olivier Cromwell⁷ est remplacé aujourd'hui par Neville Chamberlain : c'est tout dire. En revanche, les pays arriérés et opprimés qui doivent lutter pour leur indépendance sont capables dans une mesure bien plus grande de produire des dirigeants de talent. Vous-même, M. le Sénateur, vous paraissez vous considérer comme prédestiné à diriger les pays latino-américains. Mais vos articles et vos discours font preuve d'une telle étroitesse d'horizon, et d'une telle stupidité réactionnaire qu'ils font presque pitié.

Au début de votre banquet, l'évêque William Manning⁸ pria le Tout-Puissant d'envoyer à tous les membres de la Chambre de Commerce la sympathie pour les persécutés, et de les délivrer de leurs préjugés racistes (*New York Times*, 23 novembre). Et cela me conduit

7 Olivier Cromwell (1599-1658) avait organisé, contre le roi Charles I^{er}, l'armée du Parlement britannique autour de ses fameuses « Côtes de Fer ». Il devint Lord-Protecteur en 1653.

8 William Thomas Manning (1866-1949) était depuis 1921 évêque épiscopalien de New York.

à m'interroger : est-il possible que vous écriviez un article plein d'insinuations aussi douteuses sur, par exemple, le Canada ? Je réponds : non, c'est impossible. Vous seriez plus prudent, plus attentif et par conséquent plus consciencieux. Mais il vous paraît tout à fait licite d'envoyer une série d'absurdités à propos du Mexique. Comment expliquer la différence de votre attitude vis-à-vis du Canada et du Mexique ? Je me permets de penser qu'elle s'explique par l'arrogance raciste d'un impérialiste. De toute évidence, M. le Sénateur, les prières de l'évêque n'ont pas été d'un grand profit pour vous !

Les réactionnaires croient que les révolutions surgissent provoquées artificiellement par les révolutionnaires. Monstrueuse erreur ! Ceux qui poussent les classes exploitées et les peuples opprimés dans la voie de la révolution, ce sont les esclavagistes du genre de M. Allen. Ce sont ces messieurs qui, avec beaucoup de bonheur, sont en train de saper l'état de choses actuel.

Victor Serge et la IV^e Internationale

(2 janvier 1938)

Article (T 4479), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

Quelques amis nous ont demandé quel est l'état des relations de Victor Serge avec la IV^e Internationale. Nous sommes obligés de répondre que ce sont celles d'un adversaire. Depuis sa sortie d'Union soviétique, Victor Serge n'a pas cessé de changer de position. On ne peut définir son attitude politique autrement que par « le changement permanent ». Sur aucune question il n'a présenté de positions claires ou distinctes, de répliques ou d'arguments. En revanche, il a invariablement soutenu ceux qui quittaient la IV^e Internationale, que ce soit à droite ou à gauche.

À la surprise générale, Victor Serge a déclaré dans une lettre officielle qu'il rejoignait le P.O.U.M. sans avoir jamais essayé de répondre à notre critique du P.O.U.M. comme une organisation centrisme qui avait joué un rôle misérable dans la révolution espagnole. Dans les coulisses, il soutenait le malheureux héros du syndicalisme « de gauche », Sneevliet, sans jamais se décider à défendre ouvertement la politique sans principes de l'opportuniste hollandais. En même temps, il a répété à diverses occasions que ses divergences avec nous n'avaient qu'un caractère « secondaire ». À la question directe, pourquoi alors ne collaborait-il pas avec la IV^e Internationale plutôt qu'avec ses opposants enragés, Victor Serge n'a jamais donné de réponse. Tout cela, ensemble, a privé de toute consistance sa propre « politique » et l'a transformée en une série de combinaisons personnelles sinon d'intrigues.

Si Victor Serge parle, aujourd'hui encore, de ses « sympathies » pour la IV^e Internationale, ce n'est pas autrement que les Vereeken, Molinier, Sneevliet, Maslow, etc., en ayant en tête non l'Internationale réelle, mais une Internationale mythique, née de leur imagination et à leur image, qui leur est nécessaire seulement comme couverture pour leur politique opportuniste ou aventuriste. Notre Internationale, qui fonctionne réellement, n'a rien à voir avec cette Internationale qui n'existe pas : la section russe et l'Internationale dans son ensemble ne prennent aucune responsabilité pour la politique de Victor Serge.

[Une affaire sérieuse]

(2 décembre 1938)

L. Estrine (7729), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

Chers Amis,

J'ai reçu les documents en russe et en allemand que vous m'avez envoyés et qui concernent l'importante affaire que vous savez¹. Il est difficile, même en s'appuyant sur vos documents, de se faire une idée tant soit peu concrète. Il y a en tout cas pour moi deux conclusions à en tirer, avec plus ou moins de netteté.

Premièrement, le camarade E[tienne] doit à mon avis s'adresser tout de suite à Sneev[liet] et à Victor[Serge] en leur demandant de porter leurs accusations devant la commission compétente. Le camarade E[tienne] doit faire ce pas en accord avec le S.I. Plus vite il le fera, plus il se montrera ferme et résolu, mieux ce sera. Je ne vois pas d'inconvénient à ce que Sneev[liet] s'occupe de l'autre affaire. La personne qui est concernée par l'enquête n'est pas membre de notre organisation et par conséquent nous n'avons aucune raison de garder toute cette affaire entre nos mains. Bien entendu, nous devons sans réserve prêter notre concours à la commission d'enquête, étant donné son sérieux et sa fermeté. Mais faire la lumière sur toutes les « accusations » portées par ces messieurs contre E[tienne] est politiquement beaucoup plus important. Il faut ici faire preuve d'initiative, agir avec la plus grande énergie, afin de mettre le plus vite possible les accusateurs au pied du mur².

P.-S. Ci-joint une note sur V[ictor] S[erge] pour le prochain numéro de *Biulleten*. Il y a longtemps que je voulais le faire.

¹ Il s'agissait de la crise qui secouait le « groupe russe » de Paris et particulièrement des accusations portées par Victor Serge, allié à Sneevliet, contre Étienne qu'ils soupçonnaient fortement d'être au service du G.P.U.

² Trotsky semble ne pas douter de la sincérité et du dévouement de Zborowski, que Naville au même moment, accusait formellement. Il est vrai qu'il était question de réunir une commission et que l'enquête n'était pas commencée ; elle ne fut jamais faite en réalité, car de simples filatures auraient confirmé les soupçons de Serge et Sneevliet et les accusations de Naville.

La déclaration de Galicia et compagnie

Les problèmes de la section mexicaine

(5 décembre 1938)

Article interne (T 4481) sur la déclaration faite par la L.C. (groupe Galicia) après la résolution de la conférence mondiale sur la question mexicaine, traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

Dans sa déclaration, Galicia dit qu'il « s'incline » devant la décision de la IV^e Internationale. Mais cela signifie seulement ou bien qu'il n'a pas compris cette décision, ou bien qu'il est hypocrite, ou bien qu'il combine incompréhension et hypocrisie. La décision de la IV^e Internationale réclame un changement complet et radical de politique. Si Galicia avait compris la nécessité d'un nouveau cours, il n'aurait pas écrit cette déclaration absurde et criminelle.

Comme tous les petits bourgeois individualistes de tendance anarchiste, Galicia revendique la *démocratie*. Il exige que l'inter nationale lui garantisse une liberté totale pour son individualité. Il oublie complètement le *centralisme*. Mais, pour un révolutionnaire, la démocratie n'est qu'un des éléments de l'organisation ; l'autre, non moins important, c'est le centralisme, car, sans lui, l'activité révolutionnaire est impossible. La *démocratie* garantit la *liberté de discussion*, le *centralisme*, l'*unité dans l'action*. Les bavards petits-bourgeois se cantonnent dans la critique, les protestations, les conversations. C'est pourquoi ils revendiquent la démocratie illimitée et absolue et ignorent les droits du centralisme.

Où est la violation de la démocratie en ce qui concerne Galicia ? Pendant une longue période, Galicia et son groupe ont défié les principes fondamentaux de la IV^e Internationale sur les syndicats. Si l'internationale est coupable, c'est d'un excès de patience. Quand Galicia comprit clairement que l'internationale ne tolérerait pas plus longtemps une politique de dilettantisme petit-bourgeois et d'intrigue, il a *dissous* la section de la IV^e Internationale¹. Ni plus, ni moins ! Dissoudre une organisation révolutionnaire signifie capituler honteusement devant ses adversaires et ses ennemis, trahir notre drapeau. Qu'a fait l'internationale dans cette affaire ? Elle a envoyé une délégation de trois camarades nord-américains² faisant autorité et internationalement respectés, au Mexique, afin d'étudier la question de première main et de tenter de persuader les membres de la section mexicaine de la nécessité de changer de politique. Quand Galicia a vu qu'en dépit des activités criminelles qu'il avait menées, la IV^e Internationale était encore disposée à lui accorder un crédit de confiance, il a immédiatement proclamé la « reconstitution » de la Ligue mexicaine³. Ce faisant, il démontrait une fois de plus que, pour lui, l'organisation n'est pas un instrument pour la lutte de classes, mais un instrument pour ses combinaisons personnelles ; il a révélé sa nature d'aventuriste petit-bourgeois.

¹ Le 12 mars 1937, lors d'une assemblée générale, Rodolfo Blanno (L. Galicia) avait proposé la dissolution de la L.C.I. mexicaine et son remplacement par un « centre d'études ». Sa résolution avait été votée par 30 voix contre 7 sur 42 présents.

² Cette délégation était composée de Cannon. Shachtman et Dunne.

³ Le 28 avril, immédiatement après les premières rencontres de la délégation du S.I. avec des militants mexicains, le « centre d'études » avait décidé la reconstitution de la L.C.I.

Des délégués de douze sections se sont réunis au congrès international. Ils connaissaient depuis longtemps, par notre presse, les faits concernant la lutte interne dans la section mexicaine. Pour eux, ces faits n'apportaient rien de nouveau. On l'a déjà dit, Galicia ne fait que répéter sous une forme caricaturale les activités de Vereeken, Molinier, Eiffel⁴ et leurs semblables. Le congrès avait devant lui tous les documents de Galicia et le rapport de la délégation du *Socialist Workers Party* des États-Unis. Rien n'a été dissimulé au congrès. Les meilleurs délégués de la IV^e Internationale ont formulé leur opinion sur la base de ce matériel. « C'est du bureaucratisme ! », s'écrie Galicia. Pourquoi du bureaucratisme ? Comment pouvait-on, dans ces circonstances prononcer autrement un jugement ? Ou bien Galicia n'est-il pas en train de prétendre que, de façon générale, l'internationale n'aurait pas dû examiner les problèmes du mouvement mexicain ? L'accusation de bureaucratisme est dans cette affaire la calomnie d'une clique sectaire qui ne tient compte ni du marxisme, ni de l'expérience collective de la IV^e Internationale, ni de l'autorité de ses congrès internationaux.

Galicia s'efforce de présenter l'affaire de façon à prétendre qu'il mène, lui, une politique révolutionnaire, alors que la « bureaucratie » de la IV^e Internationale entrave ses efforts, qu'elle veut éteindre la lutte de classes au Mexique, qu'elle emploie dans ce but des méthodes d'étranglement, piétinant la « démocratie », n'écoulant pas Galicia ni ses amis, et ainsi de suite. Tout est faux du début à la fin. Galicia a démontré par l'ensemble de son comportement qu'il n'est pas un révolutionnaire, car un révolutionnaire est avant tout un *homme d'action*. Galicia n'a pas la moindre compréhension de l'action, il n'essaie même pas de la commencer, mais, tout au contraire, s'abstient de participer à toute lutte sérieuse. Dans les réunions que staliniens et toledanistes organisent pour lutter contre les prétendus « trotskystes », Galicia brille toujours par son absence. En fait, pourquoi s'infligerait-il le risque d'une lutte ouverte ? Pourquoi chercher à organiser des groupes de militants pour se défendre, protester et faire connaître leur existence ? Il est bien plus simple de rester sur la touche et d'attaquer les « bureaucrates » de la IV^e Internationale. L'intrigue sectaire va toujours de pair avec la passivité politique. L'exemple de Galicia et de son groupe le vérifie une fois de plus.

Galicia affirme que la IV^e Internationale cherche prétendument à le pousser à s'allier avec la bourgeoisie et le gouvernement du Mexique. Il répète les commérages odieux d'Eiffel. Les « révolutionnaires » comme Eiffel se distinguent principalement parce qu'ils « s'abstiennent » de toute lutte révolutionnaire. Ils mènent une existence de parasites. Ils ont toujours mille explications et considérations pour justifier leur passivité. Leur vie politique, c'est de calomnier les révolutionnaires qui participent à la lutte des classes. C'est à cette école-là que Galicia appartient.

Admettons cependant un instant que, sous la contrainte de circonstances particulières, l'internationale ait décidé d'appliquer au Mexique des méthodes plus « conciliantes », plus « prudentes », dans l'intérêt de la lutte internationale. Dans ce cas, comment agirait un ré-

4 Eiffel était le pseudonyme de l'ethnologue allemand Paul Kirchhoff (1900- 1972), ancien du K.P.D. et de l'O.G. qui avait émigré aux États-Unis, soutenu Bauer en Europe et Oehler en Amérique contre l'« entrisme ». Il était arrivé à Mexico en novembre 1936 et presque aussitôt après l'arrivée de Trotsky, avait accusé celui-ci de « ménager » le gouvernement Cárdenas pour conserver son asile, et animé une scission gauchiste de la L.C.I. Il semble que ses arguments contre Trotsky avaient influencé Galicia. Diego Rivera l'accusait d'être un agent du G.P.U. – accusation sur laquelle Trotsky demeurerait réservé – et cette accusation avait soulevé une vague d'indignation, notamment celle de Vereeken qui a pourtant, au cours de sa vie, lancé cette accusation à tort et à travers.

volutionnaire mexicain ? Il devrait se demander si les directives de l'internationale dictées par le souci des intérêts généraux du mouvement, sont justes ou non, c'est-à-dire si elles répondent au but fixé. Mais Galicia et son groupe ne font même pas l'effort d'expliquer pourquoi l'internationale leur « impose » une politique qu'ils considèrent comme opportuniste. Ou alors, ils veulent dire, à l'instar d'Eiffel, Oehler⁵ et compagnie, que notre Internationale est dans son ensemble opportuniste ? Non, ils disent seulement que l'internationale fait une exception pour le Mexique. Cependant ils n'analysent pas cette « exception », ils n'indiquent pas si celle-ci est réellement nécessitée par les intérêts internationaux. En d'autres termes, *ils n'essaient pas de partir d'un point de vue internationaliste*. Même sur cette question, ils demeurent des nationalistes petits-bourgeois et non des marxistes révolutionnaires.

Est-il vrai toutefois que l'internationale prescrive une autre méthode de lutte au Mexique ? Qu'elle exige l'alliance avec la bourgeoisie et le gouvernement ? Non, c'est un mensonge du début à la fin, un mensonge inventé, non par Galicia, mais par Eiffel, Oehler et autres intrigants et sectaires semblables. Le malheur est que Galicia ne comprenne pas ce qu'est la lutte de classe contre la bourgeoisie et le gouvernement. Il estime qu'il est amplement suffisant de publier une ou deux fois par mois un journal superficiel où l'on accuse le gouvernement, pour remplir son devoir de marxiste. C'est ça qui a jusqu'à maintenant constitué toute son activité révolutionnaire. Pourtant, au Mexique plus qu'ailleurs, la lutte contre la bourgeoisie et son gouvernement consiste avant tout à *libérer les syndicats de leur dépendance vis-à-vis du gouvernement*. Les syndicats au Mexique embrassent théoriquement le prolétariat tout entier. Le marxisme consiste à fournir une direction pour la lutte de classes du prolétariat vis-à-vis de la bourgeoisie. Par conséquent, la lutte de classes au Mexique doit avoir pour objectif d'arracher l'indépendance des syndicats vis-à-vis de l'État bourgeois. Cela exige des marxistes qu'*ils concentrent tous leurs efforts à l'intérieur des syndicats* contre les stalinien et les tolédanistes. Tout le reste n'est que vétillies, bavardages, intrigues, trahisons petites-bourgeoises et auto-illusion. Et Galicia n'est pas le premier dans ce type de trahison et d'auto-illusion.

Le travail à l'intérieur des syndicats signifie le travail dans les syndicats *prolétariens*. Il est bien entendu nécessaire de participer au syndicat des enseignants, mais c'est une organisation de l'intelligentsia petite-bourgeoise, incapable de jouer un rôle indépendant. Ceux qui ne jouent pas systématiquement un rôle dans le travail des syndicats *prolétariens* constituent un poids mort pour la IV^e Internationale.

Quand Galicia insinue d'un air énigmatique qu'on l'a empêché de mener une politique révolutionnaire contre la bourgeoisie, il pense évidemment à sa pathétique expérience de « lutte » contre la hausse des prix. Comme on sait, Galicia a publié une affiche stupide appelant à une « grève générale », au « sabotage » et à l'« action directe », sans expliquer comment il pensait qu'on pouvait organiser une grève générale sans avoir la moindre influence sur les syndicats et sans expliquer ce que signifiait ce « sabotage » ou précisément quel type d'« action directe » il appelait⁶. Dans la mesure où les ouvriers étaient concernés, l'ensemble de cet appel ressemblait fort à une provocation. Mais cette provocation n'a pas exercé la moindre influence et personne ne s'en est préoccupé : cette pro-

⁵ Edward Oler, dit Hugo Oehler (né en 1903) avait été l'un des meilleurs organisateurs ouvriers du C.P.A., puis le chef de la « fraction » clandestine de l'Opposition. En 1934, il avait commencé à combattre l'entrisme ; exclu en 1935 pour avoir édité un bulletin fractionnel, il avait fondé la *Revolutionary Workers League* et incarnait aux yeux de Trotsky le sectarisme ultra-gauchiste.

⁶ Cf. Œuvres 14, pp. 125-126.

vocation a donc pris un caractère comique et non tragique. Pour Galicia, tout se résume non à engager un secteur ou un autre des masses dans la lutte active, mais à clamer quelques phrases ultra-gauches sans rapport avec la vie réelle des masses. Un mélange de sectarisme, d'aventurisme et de cynisme est tout à fait caractéristique d'une certaine catégorie de pseudo-révolutionnaires petits-bourgeois. Mais qu'est-ce que cela a à voir avec le marxisme? Qu'est-ce que cela a à voir avec la IV^e Internationale ?

Jusqu'à présent, il n'existe pas de question-clé sur laquelle Galicia ait présenté ses propres thèses, contre-thèses ou amendement. Avec le parasitisme idéologique qui lui est propre, il se contente de ramasser des rumeurs et de gloser ici et là, traduisant en espagnol des articles ultra-gauches contre la IV^e Internationale, provenant de tous les coins du monde, entrant en pour parler avec les ennemis de la IV^e Internationale, ne prenant aucune responsabilité pour rien ni pour personne, mais jouant simplement le rôle de trublion offensé. Ce type d'homme a-t-il quelque chose de commun avec un combattant révolutionnaire ?

Les attaques brutales et injustes de Galicia contre Diego Rivera⁷ forment nécessairement partie de sa politique de petit-bourgeois. Le fait qu'un artiste d'importance mondiale appartienne entièrement et totalement à notre mouvement a pour nous une valeur immense. On sait combien Marx appréciait le fait que le poète allemand Freiligrath⁸ était membre de l'internationale, bien que Freiligrath, ni par son engagement révolutionnaire, ni par son talent artistique, ne soit comparable à Rivera. On peut dire la même chose de l'attitude de Lénine vis-à-vis de Gorky⁹, qui, dans son attitude révolutionnaire, a été confus. Marx et Lénine partageaient du fait que Freiligrath et Gorky, par leur création artistique, rendaient à la cause du prolétariat un immense service et, par leur soutien au parti, rehaussaient son autorité dans le monde. Nous pouvons d'autant plus apprécier la participation de Diego Rivera à la IV^e Internationale. Il serait ridicule et criminel d'assigner à un grand artiste le travail quotidien superficiel qui le couperait de sa création artistique ; il est plus criminel encore de dissimuler les fautes de sa propre organisation par des attaques personnelles constantes contre Rivera. Cela caractérise pleinement la psychologie envieuse, complotieuse, petite bourgeoisie, de Galicia et de ses pareils.

Qui soutient Galicia sur l'arène internationale ? Molinier, qui reproduit les documents de Galicia et donne les siens à Galicia pour qu'il les imprime en échange ; Vereeken, qui s'appuie sur Galicia pour toutes ses déclarations; Oehler, qui encourage Galicia et compagnie en leur tapant amicalement sur l'épaule et en leur conseillant d'aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la rupture ouverte avec l'internationale. À quel camp Galicia appartient-il en dernière analyse ? Au camp de la IV^e Internationale ou à celui de ses ennemis ? Galicia fait des déclarations de « soumission » à la décision, de toute évidence avec l'unique objectif de demeurer à l'intérieur de la IV^e Internationale et d'y poursuivre sa politique de désorganisation.

7 Galicia avait fait exclure Diego Rivera du bureau politique dès le mois de février 1937. Galicia insiste aujourd'hui beaucoup sur le fait que ses attaques étaient concentrées sur Diego Rivera et ne visaient pas Trotsky. Mais les rapports des deux hommes étaient tels, à l'époque, qu'attaquer Rivera était évidemment une façon d'attaquer Trotsky.

8 Ferdinand Freiligrath (1810-1876) poète et traducteur en allemand de Shakespeare et Victor Hugo était membre de la Ligue des communistes.

9 L'écrivain Maksim Pechkov, dit Gorky (1868-1936) le célèbre romancier, avait été membre du P.O.S.D.R. et de ses différentes fractions. Lénine avait toujours cherché à le gagner, sans avoir une grande considération pourtant pour ses qualités de politique.

Galicia croit possible de suggérer que le congrès de la IV^e Internationale a été guidé par quelques considérations personnelles ou de couloir. La majorité de nos organisations mènent une existence illégale ou semi-légale qui exige des sacrifices énormes et en conséquence un idéalisme et un héroïsme exceptionnels. Et il apparaît maintenant que ces organisations ont envoyé leurs délégués pour condamner Galicia sur la base de ce genre de considérations ignobles ? Est-il possible de trahir plus nettement sa propre nature ? Galicia ne démontre-t-il pas qu'il n'est plus qu'un petit-bourgeois exaspéré ?

Galicia prend la liberté de comparer la IV^e Internationale à l'internationale stalinienne. En fait, il est lui-même le produit légitime de l'internationale de Staline. Les bureaucrates et aspirants bureaucrates peuvent en règle générale se diviser en satisfaits et insatisfaits. Les premiers utilisent la répression la plus enragée pour conserver leurs places. Les seconds dissimulent leur ambition blessée derrière une phraséologie gauchiste frénétique. L'un se transforme en l'autre aussi facilement qu'un braconnier en garde-chasse. Si Galicia croit possible de suspecter le congrès de la IV^e Internationale de motifs indignes, qu'est-ce donc qui, de façon générale, l'attache à l'organisation ?

Quelles conclusions découlent de ce qui vient d'être dit ? De toute évidence, Galicia n'a pas compris le sens des décisions de notre congrès international, de même qu'il n'a pas réussi à comprendre le sens et l'esprit de la IV^e Internationale. Il n'est donc pas étonnant qu'il n'ait pas compris la signification de ses propres fautes. Il continue en les aggravant. Il ignore notre Internationale au nom de la solidarité avec toutes les cliques centristes et ultra-gauches. C'est pourquoi, à notre avis, la décision du congrès international le concernant est aujourd'hui déjà insuffisante. Il faut la compléter. Il est impossible d'admettre Galicia dans l'organisation sur la base de sa « reconnaissance » de toute évidence mensongère des décisions du congrès. Ces décisions signifient qu'il ne faut plus désormais permettre la vieille politique de Galicia et de son groupe. On peut donner à Galicia six mois de réflexion de plus en le laissant sur le seuil de la section mexicaine de la IV^e Internationale. Si, au cours de ces six mois, Galicia arrive à comprendre que la IV^e Internationale est une organisation révolutionnaire basée sur des principes d'action définis, et non un club de discussion créé pour des intellectuels petits-bourgeois, il reviendra de nouveau à l'organisation. Dans le cas contraire, il restera toujours à la porte. En ce qui concerne les autres membres de son groupe, ils ne peuvent rejoindre l'organisation que sur la base d'une reconnaissance réelle – et non diplomatique – des décisions du congrès. Autrement, l'organisation sera construite sans eux. Telle est notre proposition.

[« Faut-il entrer dans le P.S.O.P. ? »]

(5 décembre 1938)

Lettre à J. P. Cannon (7537), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

Cher Ami,

Je suis réellement embarrassé pour formuler mon opinion sur cette question aussi complexe qu'importante, sans disposer du matériel nécessaire. Depuis longtemps, j'ai abandonné la lecture des journaux français et je ne lis pas suffisamment les publications de notre propre parti. C'est pourquoi mon appréciation ne peut avoir qu'un caractère très général et abstrait, absolument insuffisant pour des décisions pratiques.

J'ai entendu parler de la tendance à entrer dans le P.S.O.P. pour la première fois juste avant la crise des Sudètes¹. Ma position a été la suivante : si la guerre éclate, les événements peuvent trouver notre parti dissous au moment le plus critique dans le brouillard du P.S.O.P. Dans de telles situations, il est absolument nécessaire de jouir d'une indépendance complète de décision et d'action. Dix internationalistes peuvent faire du bon travail tandis que des milliers de centristes ne peuvent qu'aggraver la confusion. C'est dans ce sens que j'ai exprimé mon opinion par l'intermédiaire de Van.

La crise mondiale est passée — pour quelque temps — mais aujourd'hui la crise interne en France se déchaîne. Quelle est l'influence de cette crise sur notre organisation et sur le P.S.O.P. ? C'est la question.

En 1936, nous avons observé en France une authentique situation pré-révolutionnaire et même plus, un soulèvement de masse qui aurait pu et aurait dû se transformer, avec un minimum de direction révolutionnaire, en bataille pour le pouvoir. Mais toute révolution, même avec des gens qui en font une dizaine², commence par une sorte d'étape de « février ». Elle a des illusions, une confiance stupide et ainsi de suite. La coalition du Front populaire, totalement impuissante contre le fascisme, la guerre, la réaction, etc. s'est révélée un frein contre-révolutionnaire formidable pour le mouvement de masse, incomparablement plus puissant que la coalition de février en Russie, parce que

- a. nous n'avons pas une semblable bureaucratie ouvrière omnipotente, y compris la bureaucratie syndicale,
- b. nous avons un parti bolchevique.

Pendant presque trois ans, l'appareil du Front populaire a empêché que la situation pré-révolutionnaire devienne révolutionnaire. Quelles sont aujourd'hui les conséquences de cet

¹ Le P.S.O.P. était le nouveau « parti socialiste ouvrier et paysan », né au mois de juin de la scission de la majorité de la Fédération S.F.I.O. de la Seine et de leurs camarades de l'ancienne Gauche révolutionnaire. Ce parti, que dirigeait Marceau Pivert, comptait à cette époque environ 10 000 membres. La question de l'entrée des trotskystes du P.O.I. s'était en effet posée un peu avant la conférence de Munich, que Trotsky appelle ici « la crise des Sudètes ». Le 8 octobre, le C.C. du P.O.I. s'était adressé à la C.A.P. du P.S.O.P. en lui proposant une fusion sur quatre points. Une rencontre avait eu lieu le 17 mais la C.A.P. du P.S.O.P., le 29 avait refusé les quatre points et renvoyé l'affaire devant le conseil national des 17 et 18 décembre. Les partisans de l'entrée dans le P.S.O.P. étaient pour une entrée individuelle immédiate.

² Allusion à toutes les « révolutions Françaises ».

ignoble travail sur l'état d'esprit des masses, voilà ce qu'il est absolument impossible de dire de loin. Une partie des masses devrait être devenue plus impatiente et plus agressive, une autre partie a dû se démoraliser et une large fraction intermédiaire doit être désorientée. Quel est le rapport des forces entre elles trois ? C'est une question décisive qui ne peut être résolue, même en France, que par l'action ou la tentative pour agir.

Quelle est l'influence de ce tournant brutal (l'effondrement du Front populaire) sur le P.S.O.P. ? Je ne connais même pas la composition sociale du P.S.O.P. Je doute beaucoup qu'elle soit bonne. A-t-il des liens avec les syndicats ? N'y a-t-il pas le risque que notre entrée dans le P.S.O.P. puisse, à un moment critique, nous couper des syndicats en nous impliquant dans une discussion sans fin avec des socialistes petits-bourgeois ? Je ne sais pas.

La question purement formelle — par un congrès ou un accord de sommet — a une importance secondaire, et même tertiaire. La composition sociale du P.S.O.P. et les possibilités pour nous sont décisives.

Rous³ menace de faire scission. Je suis tout à fait d'accord avec vous qu'il faut mener immédiatement une politique active, agressive ; je suis même tellement d'accord que je préférerais une scission à la stagnation actuelle. La scission sur une question aussi pratique — comment gagner le P.S.O.P. — ne pourrait être que de brève durée. La fraction dirigée par Rous pourrait démontrer ce dont elle est capable à l'intérieur du P.S.O.P. et, en cas de succès, elle gagnerait immédiatement les autres. Vous avez proposé à Paris que notre partie envoie une fraction importante dans le P.S.O.P. La scission signifierait une pénétration semblable dans le P.S.O.P. d'une partie de nos camarades. Je ne néglige pas le danger inhérent à toute scission, mais j'essaie d'analyser cette variante comme un moindre mal par rapport à l'inaction totale.

*Il n'est pas nécessaire de dire que votre présence aujourd'hui en France serait de la plus grande importance.*⁴ C'est la France qui est aujourd'hui le champ de bataille immédiat, pas les États-Unis. Il faudrait voir aussi les choses sous un angle financier. Si vous allez en France — et je suis absolument en faveur d'une telle décision —, vous devriez disposer d'une trésorerie modeste pour les besoins du parti français dans la période qui vient.

Je crois que Rosmer pourrait beaucoup vous aider, surtout dans les conversations avec le P.S.O.P., l'information, les conseils et ainsi de suite, mais je ne crois pas qu'il serait prêt à militer activement dans le mouvement⁵. Il n'est pas très jeune..., malade et fatigué. Pivert est une réédition très, très détériorée, de Karl Liebknecht⁶. Le fait qu'après de longues oscillations, il ait accompli une scission, parle en sa faveur, au moins en faveur de son honnêteté, mais c'est une honnêteté centriste. Jusqu'où est-il capable d'aller sous la pression des événements ? Je ne le sais pas.

³ Jean Rous (né en 1908), dirigeant du P.O.I. et du S.I. considérait qu'il n'existait aucune autre issue que l'entrée dans le P.S.O.P. et refusait de se laisser paralyser par la légalité du P.O.I. où les adversaires de l'entrée étaient appuyés surtout sur Pierre Naville.

⁴ Pour Trotsky, seul Cannon est capable de mener à bien en Europe les initiatives qui s'imposent.

⁵ Rosmer acceptera d'être intermédiaire de Trotsky auprès de Marceau Pivert.

⁶ Étant donné l'opinion générale de Trotsky sur M. Pivert, ce jugement peut apparaître comme particulièrement sévère pour Karl Liebknecht.

Voilà, cher ami, tout ce que je peux vous dire en toute hâte sur cette question ; j'espère pouvoir expédier cette lettre demain matin par avion. Peut-être écrirai-je à nouveau dans un jour ou deux.

[Des difficultés avec Diego]

(6 décembre 1938)

Lettre à A. Breton (7430), dictée en Français, avec la permission de la Houghton Library.

Mes chers Amis¹,

Je suis vraiment bien embarrassé. Le mutisme de Diego n'a absolument rien de commun avec quelque indifférence ou mécontentement contre vous deux, comme vous le supposez un peu dans votre dernière lettre. Je sais aussi que Frida a été bien contente de votre préface qu'elle a reçue à la veille de son départ pour les Etats-Unis². Le mutisme épistolaire de Diego est un élément invariable de son caractère. Il a passé aussi par de longues semaines de fatigue, de maladie, de nervosité. J'ai eu moi-même de grandes difficultés à me rencontrer avec lui durant ces semaines-là. Il évitait un peu tout le monde, la F.I.A.R.I. y compris. Il va maintenant beaucoup mieux physiquement. Il est parti, il y a une heure, pour Patzcuaro pour peindre. Avant de partir il m'a transmis, par l'intermédiaire de Van, votre dernière lettre, celle d'André Gide et la coupure concernant Malacki³. Malheureusement, l'affaire Malacki est venue juste au moment du départ de Diego et ne sera prise en mains par lui qu'après son retour, c'est-à-dire dans une semaine. Espérons que cette semaine-là ne sera pas trop longue. En tout cas, Diego fera le nécessaire pour arranger l'affaire.

Sur la F.I.A.R.I., Van vous donnera des renseignements, qui ne sont d'ailleurs pas très abondants à cause des circonstances indiquées plus haut. Je vous assure, cher ami, que les tentatives de mettre la roue en marche n'ont pas manqué. Mais elles se sont heurtées à une fatalité passive, aussi invincible que lors de la période de conception de la F.I.A.R.I. (vous vous en souvenez?) J'écris simultanément à *Partisan Review*. Vous savez peut-être que, de mensuelle, la revue est devenue trimestrielle. Cet échec est le résultat, pour moi évident, de l'esprit d'adaptation, des louvoiements, du manque d'audace dans l'attaque et autres péchés originels des intellectuels petits-bourgeois, même s'ils se disent révolutionnaires. Vous avez certainement reçu le dernier numéro de la revue contenant le Manifeste et une courte déclaration en première place. Je vais leur demander de donner les renseignements les plus exacts sur le côté organisationnel.

Ne considérez pas ces lignes comme une plainte contre Diego. Il faut le prendre comme il est et, malgré sa répugnance pour le métier épistolaire, il est magnifique.

Je suis bien touché par votre intention de faire publier mon livre sur la littérature, qui m'apparaît maintenant appartenir à une époque presque préhistorique⁴. De votre lettre, je ne

¹ La lettre est adressée à André Breton, mais aussi à sa compagne Jacqueline Lamba (née en 1910), que Trotsky avait beaucoup appréciée.

² Frida Kahlo de Rivera (1910-1944), peintre de très grand talent, était l'épouse de Diego. Elle était partie pour les E.-U. puis l'Europe.

³ André Gide (1869-1951) était considéré à l'époque comme l'un des plus grands écrivains français. Longtemps « compagnon de route » du stalinisme, il avait rompu avec la publication de son *Retour de l'U.R.S.S.* Trotsky avait espéré le gagner à la commission d'enquête ou le recevoir. Nous ignorons de quelle lettre il s'agit. Vladimir Malacki, dit Jean Malaquais (né en 1908) était un jeune écrivain, protégé de Gide et que Trotsky estimait énormément.

⁴ Il s'agit de *Littérature et Révolution*, initialement publié en 1924.

vois pas bien si les éditeurs éventuels demandent une copie française pour se décider ? En ce cas-là, la tâche serait insoluble pour moi. Mais il existe une traduction anglaise et Van m'assure aussi des traductions allemande et espagnole. Les éditeurs ne pourraient-ils pas se former une opinion sur la base des éditions étrangères, la russe y compris ?

Pour le reste, on continue. Physiquement, Natalia et moi sommes un peu moins bien que lors de votre séjour. Toute la maison (sauf peut-être Van, qui reste dans la carrière diplomatique⁵) est occupée maintenant par les cactus dont nous recherchons les plus rares et les plus magnifiques pour le jardin. Vous ne le reconnaîtriez sûrement pas maintenant.

⁵ Un euphémisme pour indiquer que van Heijenoort était chargé de toutes les relations extérieures, c'est-à-dire avec les autorités, la presse, etc. ce qui ne lui laissait guère de loisirs.

[Des nouvelles de la F.I.A.R.I. ?]

(6 décembre 1938)

Lettre à *Partisan Review* (9463), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

Mon cher Comité de rédaction,

J'ai encore reçu une lettre d'André Breton qui attend impatiemment des nouvelles du développement de la F.L.A.R.I.¹ aux États-Unis. Il se plaint de n'avoir reçu de vous aucune information quant au nombre des adhérents de la nouvelle organisation, ce qui l'empêche de publier la liste du comité international de la F.L.A.R.I. Breton lui-même et ses amis semblent être très actifs et recrutent avec succès des membres d'autres organisations. Il semble qu'ici au Mexique et en Amérique latine en général, après une période d'une certaine stagnation due à la maladie de Diego Rivera, les choses commencent à bouger.

Je vous serais très reconnaissant de toute information sur l'état de la F.I.A.R.I. aux États-Unis.

¹ Rappelons que le sigle F.L.A.R.I. désigne la Fédération internationale de l'Art révolutionnaire indépendant.

[Les nouvelles de Norvège]

(8 décembre 1938)

Lettre à H. Knudsen (8693), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

Chère Hjørdis¹,

Natalia et moi avons été très heureux de recevoir vos deux lettres : une de Norvège concernant votre vie en général et l'autre de Londres concernant le camarade qui est aujourd'hui au Mexique².

Après que j'aie reçu votre lettre, il nous a rendu visite, et nous avons eu une petite discussion sur les affaires suédoises et autres. Vous me demandez mon opinion. Elle est difficile à donner après une discussion assez courte, mais en tout cas ses idées ne me paraissent pas très claires. Il a dit à Van que vous examiniez la possibilité de venir au Mexique en capacité « de diplomate ». Ce serait très bien, chère Hjørdis. Natalia et moi serions très heureux de vous voir chez nous. Est-ce réellement faisable ?

J'ai été très touché en recevant il y a quelques mois un salut cordial de la sœur de notre inoubliable Erwin³. Êtes-vous en contact avec elle ? Transmettez-lui, s'il vous plaît, mes salutations les plus chaleureuses.

J'espère que tout va bien pour votre famille. Nous conservons le meilleur sentiment de notre séjour à Hønefoss. Nos salutations amicales à toute la famille et à tous les amis.

¹ Hjørdis Knudsen (née en 1914) était la fille du couple Knudsen qui avait donné asile aux Trotsky dans leur maison de Hønefoss. Elle y avait uni sa vie à celle de leur secrétaire, Erwin Wolf, qui avait été enlevé et assassiné en Espagne.

² Le « camarade » en question était un Roumain, Adi Stachlovici, qui était à Barcelone en 1937 et était lié à la jeune Grethe Finnstadt, de Hønefoss aussi, compagne du Dr Tioli qui avait disparu en même temps que Wolf et que Trotsky avait soupçonné d'avoir joué un rôle dans l'enlèvement.

³ Erwin Wolf (1902-1937), fils d'un riche grossiste de Reichenberg (Libérée) en pays sudète, avait d'abord milité dans la section allemande, puis, après 1933 à Paris. Il avait été secrétaire de Trotsky en Norvège d'octobre 1935 à juillet 1936.

S.O.S. - La Situation en France

(8 décembre 1938)

Appel (T 4483) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

La France impérialiste est entrée définitivement dans une phase critique. Le régime parlementaire est manifestement condamné. La France doit devenir ou bien un pays de dictature fasciste ou bien une république socialiste. Il n'y a pas de troisième possibilité.

En 1936, le mouvement révolutionnaire des ouvriers français a pris de vastes proportions. Les imbéciles pensaient que ce mouvement résultait de l'activité du « Front populaire ». C'était exactement le contraire : la pression croissante des masses et le « danger » révolutionnaire qui en résultait ont provoqué, comme en Espagne, la création du Front populaire.

Toute révolution, même dans un pays qui en a traversé une dizaine, commence avec des illusions naïves et une confiance simple : les nouvelles générations doivent apprendre de nouveau. Le Front populaire, en France, a assumé la même tâche que ce qu'on appelait la « coalition » des cadets, des mencheviks et des socialistes révolutionnaires en Russie en mars 1917 : à contenir la révolution à sa première étape. La différence est que la bureaucratie réformiste en France (socialistes, communistes, syndicalistes) est infiniment plus puissante qu'elle n'était en Russie en 1917. En outre, le Kremlin a soutenu le Front populaire français au nom de la révolution d'Octobre, qui avait gagné contre le Front populaire. Enfin, le parti révolutionnaire en France est infiniment plus faible qu'il ne l'était en Russie.

Dans ces conditions, la coalition française est incontestablement parvenue à freiner et, dans une certaine mesure, à démoraliser le mouvement révolutionnaire de 1936. Jusqu'à quel point et pour combien de temps ? Il est impossible de le dire d'avance. Si c'est profondément et pour longtemps, le Front populaire, déjà désespérément scindé, sera définitivement balayé et une dictature réactionnaire accédera au trône en France. Mais si, comme on peut fermement l'espérer, le mouvement temporairement brisé par le Front populaire trouve une issue lui-même, il peut réaliser, et il réalisera la victoire du socialisme. Il n'y a pas de troisième possibilité.

Les chefs actuels du prolétariat, les organisateurs du Front populaire, les Jouhaux, Léon Blum, Thorez¹ et Cie, sont les véritables fossoyeurs de la démocratie parlementaire. Actuellement, personne n'aide aussi efficacement le fascisme que ces « piliers » complètement pourris de la III^e République. Il est trop tard pour parler du « danger » qui menace la démocratie impérialiste : elle est déjà condamnée et va à sa destruction. Mais la classe ouvrière court à un danger extrême.

Il serait criminel de sous-estimer ce danger. Mais il serait tout aussi criminel de minimiser la force du prolétariat français, de ses traditions de lutte, de son talent pour l'improvisation révolutionnaire. Des milliers et des milliers d'éléments révolutionnaires sont disséminés dans ses profondeurs. La section française de la IV^e Internationale est parvenue à éduquer des cadres sérieux. Le danger qui menace poussera inévitablement à gauche une

¹ Léon Jouhaux était le secrétaire de la C.G.T. Léon Blum (1872-1950), maître à penser de la S.F.I.O. avait été le premier chef de gouvernement du Front populaire de 1936 à 1937. Maurice Thorez (1900-1964) était, lui, secrétaire général du parti communiste.

couche de la classe ouvrière après l'autre. Le congrès de la IV^e Internationale a donné aux éléments progressistes un programme révolutionnaire. Ce qui leur manque, ce sont des liens entre eux, une organisation centralisée, des moyens techniques et matériels. Il faut entourer les ouvriers révolutionnaires de France d'une atmosphère de sympathie internationale et d'un soutien actif. Le fascisme préparer la guerre civile. L'argent est le nerf important de toute guerre. Il faut aider la section française de la IV^e Internationale financièrement. Cette obligation ne doit pas retomber sur les seuls membres de la IV^e Internationale. Tous les amis de la liberté et du socialisme ont le devoir de venir en aide aux ouvriers progressistes de France.

N'est-il pas trop tard ? Non, tout montre qu'il n'est pas trop tard. En France, il n'y a pas de parti fasciste puissant et, en vérité, il n'y aura pas d'organisation aussi importante que le parti de Hitler, même avant la prise du pouvoir : c'est contraire aux traditions et aux habitudes du pays. Une organisation beaucoup plus petite est en France capable d'attirer les masses désespérées et découragées de petits bourgeois dans un coup d'État réactionnaire. Malgré tout, la faiblesse actuelle du fascisme français en tant qu'organisation constitue un net avantage pour le parti de la révolution. Jusqu'à ce qu'ait complètement mûri le moment d'un coup fasciste, nous aurons à coup sûr un certain répit, plusieurs mois, peut-être un an, peut-être deux.

Pendant ce répit, même un jeune parti révolutionnaire peut accomplir des miracles. Il faut tirer le signal d'alarme. Il faut ouvrir une campagne internationale sur la catastrophe fasciste en France. Il faut comprendre et expliquer aux masses que cette catastrophe comme celle d'Allemagne est préparée par les partis de la II^e et de la III^e Internationale. Il faut inspirer le courage, l'audace, l'initiative à l'avant-garde révolutionnaire en France. Il faut lancer une campagne internationale pour constituer un fonds révolutionnaire du prolétariat français. Les éléments d'avant-garde des États-Unis doivent en prendre l'initiative. Il faut regarder en avant et voir tel qu'il est le danger qui approche. C'est en France que se décide maintenant le destin du prolétariat mondial, y compris celui du prolétariat des États-Unis. Il nous faut tendre tous nos efforts sans perdre un seul jour. Des tâches héroïques exigent des moyens héroïques.

[Historique de l'affaire Siéva]

(8 décembre 1938)

Lettre à G. Rosenthal (9824), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library. Il s'agit de la lettre officielle donnant pouvoir à l'avocat d'engager l'action en justice pour récupérer Siéva.

Cher maître et ami.

Cette lettre représente un plein pouvoir pour vous permettre de vous occuper en mon nom de l'affaire de mon petit-fils Vsiévolod (Siéva) Volkov, qui se trouve actuellement chez Mme Jeanne Martin des Pallières. Je veux vous retracer brièvement l'historique de cette affaire.

Après la mort de ma fille Zinaïda, mère de Siéva, à Berlin en janvier 1933, Siéva fut recueilli par mon fils aujourd'hui défunt (le 16 février 1938), Léon Sedov, qui vivait alors marié avec Mme Martin des Pallières à Berlin. Après diverses vicissitudes liées à l'avènement du régime nazi en Allemagne, durant lesquelles Siéva se trouva momentanément séparé de mon fils, il se retrouva de nouveau avec lui à Paris en 1934. Depuis le décès de mon fils, la question s'est naturellement posée de savoir où Siéva allait vivre. Mme Martin m'écrivit le 17 mars de cette année au sujet de Siéva : « Je n'ai aucun droit légal sur lui, mais beaucoup de droits moraux, peut-être. N'importe, si vous le demandez, je vous le donnerai. Mais sachez une chose, j'ai beau être dure quand il le faut, il faut tout de même savoir que j'ai un cœur et qu'il ne faut pas inutilement jouer sur lui ni avec lui. Si vous me prenez Siéva, ce sera pour toujours » etc. Et elle insista beaucoup que la réponse soit rapide et définitive.

En réponse, j'ai invité Mme Martin des Pallières à venir au Mexique pour discuter avec ma femme et moi-même toutes les questions pendantes et éventuellement pour vivre avec nous ensemble avec Siéva. Je ne voyais pas d'autre voie pour régler la question. Elle a pu bien écrire avec cette brutalité exaltée un peu outrée qui lui est propre : « Vous me le donnez ou vous me le prenez, mais tout de suite et pour toujours. » Je connais très peu Mme Martin des Pallières et ce peu que je connais ne m'a pas inspiré la confiance illimitée qu'elle a demandée de moi. Il s'agit du sort d'un enfant dont le père, disparu depuis bientôt cinq ans, peut-être encore vivant dans quelque prison de Staline, pourra présenter un jour ses droits. En son absence, tous les droits formels sont dans mes mains. Mme Martin les connaît d'ailleurs elle-même. J'étais bien disposé de reconnaître les droits moraux qu'elle ne possédait d'ailleurs que comme compagne de mon fils, mais je ne puis nullement considérer mon petit-fils, le seul être qui me reste de toute ma famille, comme un objet dont je puis faire cadeau « tout de suite et pour toujours » à Mme Martin, qui, depuis le moment où elle a écrit sa lettre, a tout fait pour m'inspirer la plus grande méfiance pour son caractère et son attitude.

Le 19 septembre, j'ai envoyé à Siéva une lettre, par l'intermédiaire de Mme Martin. Elle a déclaré à mes amis Marguerite et Alfred Rosmer ne pas l'avoir reçue. Ce n'est pas vrai. La lettre, recommandée, n'est jamais revenue. D'ailleurs la copie transmise à Mme Martin par Mme Marguerite Rosmer a eu le même sort. Je n'ai jamais reçu de réponse. Je vous joins ici quelques copies de cette lettre pour votre usage éventuel. Du vivant de notre fils, nous avons toujours des renseignements réguliers sur Siéva et des lettres de lui. Maintenant, il

s'agit pratiquement d'une séquestration de l'enfant par Mme Martin, laquelle n'a sur lui, selon sa propre formule, « aucun droit légal ». Toutes mes tentatives de régler cette question à l'amiable, mes propositions réitérées de venir au Mexique, mes insistances de plus en plus impératives de venir ici avec le garçonnet ou de l'envoyer avec mes amis – tout cela n'a pas donné le moindre résultat.

Malgré tout, je suis prêt, même maintenant, à faire tout mon possible pour satisfaire les droits moraux de Mme Martin à côté de mes droits légaux et moraux. Mais je ne lui « donne » pas le garçonnet, maintenant moins que jamais. Si Mme Martin vient avec le garçonnet ici, elle aura sur lui les droits d'un membre de notre famille, pas moins, mais pas plus. Sinon, Siéva doit venir ici aussitôt que possible, c'est-à-dire dès que vous aurez réglé les formalités juridiques. Si Mme Martin continue à saboter la décision par des tergiversations, des fausses promesses, comme jusqu'à aujourd'hui, je vous prie, cher Maître, d'entreprendre une action judiciaire immédiate.

Les démarches nécessaires pour le visa mexicain de Siéva sont entreprises et vont facilement aboutir dans quelques jours. Les dispositions matérielles pour son voyage doivent être arrangées par Marguerite et Alfred Rosmer, en accord avec Mme Martin, si elle y consent immédiatement, indépendamment d'elle si elle s'y oppose.

Avec le prochain courrier, je vous envoie la copie photostatique de la lettre citée de Mme Martin.

P.-S. Je vous envoie une copie supplémentaire de cette lettre pour que vous puissiez la faire parvenir à Mme Martin en lui donnant un délai de 24 ou au plus 48 heures pour répondre définitivement avant d'entreprendre la procédure légale.

[Il faut informer Siéva]

(8 décembre 1938)

Lettre aux Rosmer (9902), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

Chers Amis,

Nous avons bien reçu vos lettres, la seconde aujourd'hui annonçant que, durant les quelques semaines passées, Jeanne n'a pas envoyé Siéva chez vous. Il ne reste que la procédure légale comme vous le voyez de ma lettre adressée à Gérard. Je joins une nouvelle copie de ma lettre à Siéva¹. J'espère qu'avec les jeunes amis vous trouverez la possibilité de la transmettre directement à Siéva.

J'attends l'initiative nécessaire de la part de Gérard ou de quelque autre camarade que vous trouverez indiqué pour cette affaire délicate, mais c'est absolument nécessaire. Jeanne peut bien tromper le garçonnet systématiquement. Il faut qu'il sache que nous voulons vivre ensemble avec lui et avec Jeanne, que c'est Jeanne qui ne le veut pas et qui foule ainsi aux pieds non seulement mes droits, mais aussi ceux du père de Siéva et de sa sœur qui présenteront un jour leurs droits. Il est assez grand garçon pour comprendre cela si on le lui explique bien, une fois, deux fois, trois fois, maintes fois. Je crois que quelque camarade pourrait bien se présenter chez Jeanne et expliquer la situation à Siéva en présence de Jeanne.

Il faut qu'elle comprenne qu'elle ne gagnera rien par de petites ruses et des mensonges. Mais la procédure légale doit suivre son cours parallèlement. Puisqu'elle reconnaît elle-même n'avoir pas de droits légaux, sa manière d'agir représente un acte criminel, la séquestration par violence, mensonges, etc. Il faut qu'elle comprenne qu'il s'agit là d'une grande responsabilité.

¹ Trotsky avait écrit à son petit-fils par l'intermédiaire de Jeanne une lettre en recommandé. Jeanne avait affirmé ne pas l'avoir reçue. Trotsky avait adressé un double aux Rosmer, que Marguerite avait remis à Jeanne, pour Siéva. Trotsky n'ayant pas de réponse du jeune garçon, pensait à juste titre que Jeanne ne lui avait pas remis la lettre. La nouvelle copie était destinée à être remise à Siéva directement mais apparemment non à l'insu de Jeanne.

[Il faut un nom révolutionnaire]

(10 décembre 1938)

Chers Amis,

On me dit que ma proposition d'appeler l'organisation de jeunesse la Légion de la Révolution socialiste a rencontré de l'opposition sur la base de l'argument que l'ouvrier américain n'aime pas du tout ce qui sonne la révolution, l'action illégale, l'hostilité à la démocratie, etc. Ces arguments sont infiniment plus importants que la question du nom lui-même. C'est une vieille expérience historique que celui qui ne juge pas opportun de porter ouvertement son nom politique n'a pas le courage nécessaire pour défendre ouvertement ses idées, car le nom n'est pas quelque chose d'accidentel mais un condensé des idées. C'est pour cette raison que Marx et Engels s'intitulaient communistes et qu'ils n'ont jamais aimé le nom de social-démocrates. C'était pour la même raison que Lénine changea la chemise sale de la social-démocratie et adopta le nom de communiste comme plus intransigeant et plus militant. Et maintenant il nous faut de nouveau jeter les noms qui ont été compromis et en choisir un nouveau. Il nous faut le trouver non pas en nous adaptant aux préjugés des masses, mais au contraire, nous devons opposer à ces préjugés un nom adéquat pour les tâches historiques nouvelles.

L'argument ci-dessus est faux dans ses aspects théoriques, politiques et psychologiques. La mentalité conservatrice d'une couche importante d'ouvriers est un héritage du passé et partie intégrante de l'« américanisme » (espèce Hoover comme espèce Roosevelt). La nouvelle situation économique est en opposition totale à cette mentalité. Que devrions-nous tenir pour décisif : la stupidité traditionnelle ou les faits révolutionnaires objectifs ?

Regardez M. Hague, de l'autre côté de la barricade. Il n'a pas peur, lui, de fouler aux pieds la « démocratie » traditionnelle. Il proclame : « La loi, c'est moi ! » Du point de vue de la tradition, cela peut paraître très imprudent, très provoquant, déraisonnable, mais c'est tout à fait juste du point de vue de la classe capitaliste. Ce n'est qu'en procédant ainsi qu'un parti réactionnaire, militant, peut être formé et se montrer à la hauteur de la situation objective.

N'avons-nous pas au moins autant de courage que ceux qui sont de l'autre côté de la barricade ?

La crise du capitalisme américain a un rythme très rapide. Les gens qui ont peur aujourd'hui d'un nom militant comprendront sa signification demain. Un nom politique, ce n'est pas pour un jour ou pour un an, mais pour une période historique.

Notre organisation de jeunesse n'a que 700 membres. Aux États, il existe certainement des dizaines et des centaines de milliers de jeunes garçons et filles qui sont profondément dégoûtés par une société qui les prive de la possibilité de travailler. Si notre nom n'est pas compréhensible ou « agréable » aux millions d'éléments arriérés, il peut devenir très attirant pour des dizaines de milliers d'éléments actifs. Nous sommes un parti d'avant-garde. Pendant que nous assimilerons les milliers et dizaines de milliers, les millions apprendront la signification réelle des coups économiques qu'ils doivent encaisser.

Un nom incolore passe sans qu'on le remarque et c'est le pire en politique, surtout pour des révolutionnaires. L'atmosphère politique est actuellement extrêmement confuse. Dans une réunion publique, quand tout le monde parle et que personne n'entend ce que dit

l'autre, le président doit donner sur la tribune de vigoureux coups de marteau. Le nom du parti devrait résonner maintenant comme un grand coup sur la tribune.

L'organisation de jeunesse pourrait et devrait avoir autour d'elle des organisations auxiliaires avec des objectifs variés et des noms différents, mais l'organisme politique dirigeant devrait avoir un caractère révolutionnaire ouvert et clairement défini un drapeau et un nom correspondants.

D'après les premières informations, il me semble que le danger ne réside pas dans ce que la jeunesse aspire à être un second parti, mais plutôt dans ce que le premier parti domine trop directement et trop fermement la jeunesse par des moyens d'organisation. Les cadres du parti dans la jeunesse donnent naturellement un niveau élevé aux discussions dans les congrès et au comité national, mais ce niveau élevé exprime le côté négatif de la situation. Comment peut-on éduquer la jeunesse sans une certaine mesure de confusion, d'erreurs et de combats internes qui n'y aient pas été injectés par de « vieux messieurs » mais soient nés du développement naturel de la jeunesse elle-même. J'ai maintenant l'impression que les membres du parti bien éduqués dans l'organisation de la jeunesse, pensent, parlent, discutent et décident au nom de la jeunesse et cela pourrait être l'une des raisons pour lesquelles nous avons perdu du monde l'année dernière. La jeunesse n'a pas le droit d'être trop intelligente ou trop mûre, mieux, elle a le droit d'être jeune. Cet aspect de la question est plus important encore que celle des couleurs, des rites, etc. Le pire qui pourrait nous arriver serait de créer à l'intérieur de l'organisation de jeunesse une division du travail : les jeunes de la base jouent avec des couleurs et des trompettes et les cadres sélectionnés font de la politique.

[Le nom est partie du drapeau]

(10 décembre 1938)

Lettre à M. Sterling (10528). traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

Cher Camarade Sterling¹,

Merci beaucoup pour votre lettre concernant le congrès des jeunes. En dehors de quelques lignes du camarade Abern, je n'ai encore reçu aucune information. Votre lettre est la première et elle est pour moi très précieuse.

Je ne puis être d'accord avec l'argument contre un nom révolutionnaire. L'argument est imprégné de l'esprit de ce qu'on appelle le « suivisme ». C'est l'esprit d'adaptation aux préjugés arriérés et pas à celui d'exprimer les tendances et besoins révolutionnaires. Le nom est la partie la plus importante du drapeau. Nous ne pouvons remplacer le rouge par le vert, ni le 4 par 3 ½ pour démontrer aux gens arriérés que nous ne sommes pas des tigres féroces mais de paisibles animaux domestiques. Demain, même les gens arriérés demanderont : « Où est le tigre ? » et tourneront le dos aux animaux pacifiques. Il nous faut penser à demain aussi bien qu'à aujourd'hui.

¹ Max Shapiro, dit Max Sterling (cf. n. 4 p. 125), mari de l'ancienne secrétaire de Trotsky, Rae Spiegel, lui avait écrit pour l'informer du déroulement du congrès de l'Y.P.S.L.

[Une suggestion pour le B.O.]

(10 décembre 1938)

Lettre à L. Estrine (7730), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library. Elle est tacitement adressée également à M. Zborowski.

Chers Amis,

J'ai une proposition à vous faire : il serait bon d'insérer dans un des prochains numéros du *Biulleten* un article qui serait un exposé des faits donnant un tableau d'ensemble de l'extermination des Vieux Bolcheviks et des personnalités soviétiques de premier plan. Cela a été fait en partie, dans diverses publications et à différentes époques. Mais il n'y a pas eu jusqu'ici de bilan d'ensemble systématique de l'extermination de la « vieille Garde », des acteurs de la guerre civile et des éléments les plus éminents de la jeunesse soviétique. Vous avez tous deux une connaissance parfaite des faits et des matériaux. Il serait souhaitable de consulter les vieux protocoles des congrès du parti et les journaux (listes des membres du C.C., du conseil des commissaires du peuple, des comités exécutifs centraux, etc.) et de donner la liste la plus précise possible des militants assassinés les plus connus, et aussi une statistique générale (en pourcentage, etc.).

Vous m'avez déjà envoyé les listes des membres du C.C. à différentes époques ; ces listes peuvent être l'un des éléments sur lesquels cette enquête s'appuiera. Je vous serais, pour ma part, très reconnaissant de donner ces informations. Outre le fait qu'elles pourraient passer dans le *Biulleten*, elles me seraient d'une grande utilité pour les derniers chapitres de mon livre sur Staline.

[Travail et santé]

(11 décembre 1938)

Lettre à S. Weber (10836), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

Chère Sara,

Je viens de recevoir votre lettre du 5 décembre et les extraits de *Proletarskaia Revoliutsia* ; j'ai reçu en même temps du camarade Malamuth des extraits de *Krasnaia Letopis*. Je vous remercie beaucoup. J'ai besoin de tout cela : c'est d'un très grand intérêt et je l'ai reçu juste au bon moment, car je travaille en ce moment à ce chapitre. À l'occasion, je vous prie de faire part au camarade Alekseiev¹ de mes chaleureux remerciements pour sa collaboration.

Vous me demandez des nouvelles de ma santé. Elle s'est effectivement détériorée ces derniers temps. Ma maladie d'Europe a reparu, après m'avoir laissé deux ans en paix. Mais mon état n'est cependant pas si mauvais que je ne puisse travailler. J'ai reçu le numéro de votre journal², mais j'ai pu à peine y jeter un coup d'œil, car les jeunes³ s'en sont emparés : ils sont tous très fiers d'avoir un journal « provincial ».

Je vous salue cordialement tous deux. N[atalia] I[vanovna] a été souffrante tout le temps (les dents), c'est pourquoi elle n'a pas répondu jusqu'à présent. Maintenant elle va mieux.

P.-S. : Je viens de recevoir de nouveaux extraits avec la lettre du 8.XIII.

¹ Nous n'avons aucune information sur ce collaborateur de Sara Weber.

² Il s'agit de l'organe du S.W.P. de Newark, publié par Weber, *Workers voice*.

³ « Les jeunes » sont les secrétaires et surtout gardes américains.

[Enquêter sur les fascistes aux États-Unis]

(12 décembre 1938)

Lettre aux dirigeants du S.W.P. (7539). traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

Chers Amis,

Ce serait bien de commencer le *Socialist Appeal* deux fois par semaine avec une enquête détaillée dans tout le pays sur les organisations fascistes, semi-fascistes et réactionnaires en général. Il est possible que les staliniens aient déjà essayé une chose de ce genre. Cependant la situation change, les vieilles organisations disparaissent et de nouvelles apparaissent. En tout cas, ce serait un travail excellent pour nos organisations locales, surtout les jeunes.

Bien sûr, ce serait bon d'inclure non seulement les branches du parti mais aussi les syndicats locaux, organisations sympathisantes et autres. Il nous faut installer à l'avant-garde du prolétariat une compréhension de la menace grandissante du fascisme. C'est l'arme la meilleure au moyen de laquelle détruire les préjugés de l'américanisme : « démocratie », « légalité », etc.

Avec un journal deux fois par semaine, la question d'une campagne politique systématique deviendra encore plus importante que maintenant.

[Les problèmes des Curtiss]

(13 décembre 1938)

Lettre à J. P. Cannon (7540), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

Cher Ami,

J'apprécie hautement et je soutiens de tout mon cœur l'initiative que vous et le comité national avez prise dans la question française. Comme vous le dites dans votre lettre à Vincent Dunne, elle signifiera un pas en avant pour le parti américain lui-même. Dans quelques jours, je vous écrirai peut-être un peu plus sur la question française, mais pour le moment je veux vous parler un peu de la question mexicaine, plus concrètement de Charlie et Lillian¹.

Comme je l'ai découvert hier dans une discussion avec Charlie, la situation est devenue critique. Le peu d'argent qu'ils avaient a été épuisé. Plus encore, j'ai appris avec stupeur que Charlie a dépensé une partie de son propre argent dans la revue². Que faire maintenant ? L'accord au sujet du séjour de ces camarades au Mexique n'a jamais été très clair pour moi. Je croyais que vous discutiez les questions pratiques avec Diego en mon absence.

Maintenant Diego se tient à l'écart de l'organisation mexicaine et ne participe qu'à la revue. Je ne connais pas son actuelle situation financière et ne suis nullement certain qu'elle soit bonne. Après une longue période de mauvaise santé et de passivité, Diego est revenu à la peinture. Il semble qu'il préfère peindre et évite questions et discussions politiques. Il ne serait pas facile pour nous de lui poser maintenant cette question délicate. Je crois que le mieux serait que vous écriviez immédiatement à Diego, lui expliquant toute la situation et lui demandant conseil ou aide. Il faut absolument régler la question avant votre départ pour l'Europe.

¹ Lillian Ilstein (née en 1911) était secrétaire de profession et elle avait rencontré Charlie Curtiss en 1936. Elle l'avait accompagné au Mexique quand il y était arrivé comme représentant du comité pan-américain et avait travaillé au secrétariat de Trotsky.

² Curtiss s'occupait beaucoup de *Clave*.

L'heure de la décision approche

À propos de la décision en France

(18 décembre 1938)

Article (T 4485), dans une traduction nouvelle de l'original russe, avec la permission de la Houghton Library. Il s'agit d'un bilan de la situation française au lendemain de l'accord de Munich et de la grève générale du 30 novembre.

Chaque jour, que nous le voulions ou non, nous sommes certains que la terre tourne autour de son axe. De même, les lois de la lutte des classes existent indépendamment du fait que nous reconnaissons ou non leur existence. Elles continuent d'exister malgré la politique du Front populaire. La lutte des classes fait du Front populaire son instrument. Après l'expérience de la Tchécoslovaquie, c'est le tour de la France : même les esprits les plus bornés et les plus arriérés ont une nouvelle occasion d'apprendre quelque chose. Le Front populaire, c'est une coalition de partis. Toute coalition, c'est-à-dire toute alliance sur une large base, a nécessairement le programme du plus modéré des partis unis. Le Front politique en France signifiait dès le début que socialistes et communistes plaçaient leur activité politique sous le contrôle des radicaux. Les radicaux français constituent le flanc gauche de la bourgeoisie impérialiste. Sur le drapeau du parti radical, on lit : « patriotisme », « démocratie ». Le « patriotisme », c'est la défense de l'empire colonial français; la « démocratie » ne représente rien de réel, mais sert simplement à accrocher les classes petites-bourgeoises au char de l'impérialisme. Et précisément parce que les radicaux lient l'impérialisme pillard à un démocratisme de façade, ils sont dans l'obligation de mentir, de tromper les masses populaires, bien plus que tout autre parti. On peut dire sans exagération que le parti de Herriot-Daladier¹ est le plus dépravé de tous les partis français, représentant une sorte de bouillon de culture pour les carriéristes, les individus vénaux, les affaires de la Bourse et, en général, les aventuriers de toute espèce². Comme les partis du Front populaire ne pouvaient pas aller au-delà du programme des radicaux, cela a abouti, dans la pratique, à subordonner les ouvriers et les paysans au programme impérialiste de l'aile la plus corrompue de la bourgeoisie.

Le Front populaire justifie sa politique par la nécessité de l'union du prolétariat et de la « petite-bourgeoisie ». On ne peut imaginer mensonge plus grossier ! Le parti radical représente les intérêts de la grande bourgeoisie, et non ceux de la petite-bourgeoisie. Il est fondamentalement l'appareil politique de l'exploitation de la petite-bourgeoisie par l'impérialisme. C'est pourquoi l'union avec le parti radical n'est pas une alliance avec la petite-bourgeoisie, mais avec ses exploiters. On ne peut réaliser une véritable alliance des ouvriers et paysans avec la petite-bourgeoisie qu'en apprenant à la petite-bourgeoisie comment se libérer du parti radical, comment s'affranchir une fois pour toutes de son joug. Mais c'est le contraire que fait le Front populaire ; en entrant dans ce « front », socialistes et commu-

¹ Il s'agit du parti radical et radical-socialiste, membre du Front populaire. Édouard Herriot (1872-1957), maire de Lyon depuis 1905, était président de la Chambre des députés. Sans être formellement opposé au Front populaire, il avait manifesté des réserves. Au contraire, Édouard Daladier (1884-1970), d'une génération plus jeune, avait été l'homme du Front populaire dans son parti. Il avait aussi la confiance de l'état-major.

² Des parlementaires radicaux ont été mêlés à tous les scandales de la III^e République de Panama à l'affaire Stavisky.

nistes endossent la responsabilité de la politique du parti radical, et l'aident ainsi à exploiter et à tromper les masses populaires.

En 1936, socialistes, communistes et anarcho-syndicalistes ont aidé le parti radical à freiner et à atomiser le puissant mouvement révolutionnaire. Le grand capital a réussi, au cours des deux ans et demi écoulés, à se remettre quelque peu de sa frayeur. Le Front populaire, ayant joué son rôle de frein, était devenu embarrassant pour la bourgeoisie. L'orientation de la politique internationale de l'impérialisme français s'était également modifiée. L'alliance avec l'U.R.S.S. était considérée comme peu rentable et risquée, alors que l'entente avec l'Allemagne était indispensable. Les radicaux ont reçu l'ordre du capital financier de rompre avec leurs alliés socialistes et communistes. Comme toujours, ils ont exécuté l'ordre sans un murmure³. L'absence d'opposition au sein du parti radical face à ce revirement a montré une fois de plus que ce parti est impérialiste par essence et « démocratique » seulement en paroles. Le gouvernement radical, rejetant toutes les leçons de l'internationale Communiste sur « le front unique des démocraties », se rapproche de l'Allemagne fasciste et, chemin faisant, comme il se doit, se débarrasse de toutes ces « lois sociales » qui furent le sous-produit du mouvement ouvrier en 1936⁴. Tout cela est conforme aux dures lois de la lutte des classes, cela était donc prévisible – et était prévu.

Mais socialistes et communistes, en petits-bourgeois aveugles qu'ils sont, se sont trouvés pris au dépourvu et ont manifesté leur désarroi dans des déclarations hypocrites : comment, nous, les patriotes, les démocrates, qui avons aidé à rétablir l'ordre, à dompter le mouvement ouvrier et rendu des services inestimables à la « République », c'est-à-dire à la bourgeoisie impérialiste, voilà que maintenant on nous met à la porte sans cérémonie ! En fait, c'est précisément parce qu'ils ont rendu à la bourgeoisie tous les services possibles et au-delà, qu'on se débarrasse d'eux. La reconnaissance n'a encore jamais joué le moindre rôle dans la lutte des classes.

L'indignation des masses trompées est grande. Jouhaux, Blum, Thorez⁵ sont obligés de faire quelque chose pour ne pas perdre définitivement tout crédit. En réponse au mouvement spontané des ouvriers, Jouhaux proclame la « grève générale », la protestation des « bras croisés ». Protestation légale, pacifique, et tout à fait inoffensive. « Une grève de 24 heures ! » explique-t-il avec un sourire de révérence à l'adresse de la bourgeoisie⁶. L'ordre ne sera pas troublé, les travailleurs garderont calme et dignité, ils ne toucheront pas à un

3 Le gouvernement d'Édouard Daladier, constitué le 10 avril 1938, comprenait des radicaux à tous les postes clés et quelques représentants du centre droit, Paul Reynaud et Georges Mandel notamment. Il avait été investi par 575 voix contre 5, communistes et socialistes votant pour lui. Lors du vote sur Munich, il avait obtenu 535 voix contre 75 (les députés communistes votant contre). Sur les pleins pouvoirs économiques, il n'avait obtenu que 331 voix, les communistes votant contre et les socialistes s'abstenant. Le 10 novembre, les radicaux avaient fait connaître leur refus de siéger dorénavant à côté des représentants du P.C. au comité du Rassemblement populaire : le Front populaire avait reçu le coup de grâce.

4 Le 13 novembre, le ministre des Finances de Daladier, Paul Reynaud, présentait des « décrets-lois » comprenant notamment le rétablissement de la semaine de six jours, la réintroduction du travail aux pièces, des sanctions pour refus des heures supplémentaires, la suppression des majorations pour les 150 premières heures supplémentaires et... le recrutement de 1500 gendarmes de plus. Présentant ses décrets-lois, Reynaud disait : « Nous vivons un régime capitaliste. Le régime capitaliste étant ce qu'il est, il faut obéir à ses lois. »

5 La trilogie est symbolique : Jouhaux, c'est la C.G.T., Blum, la S.F.I.O. et Thorez, le P.C.

6 Le communiqué de la C.G.T. annonçant la grève précisait que le travail devait reprendre le 1^{er} décembre, « quels que soient les circonstances ou les événements » et qu'il n'y aurait ni occupation, ni manifestation, ni réunions publiques.

seul cheveu des classes dirigeantes. « Est-il possible que vous ne me connaissiez pas, messieurs les banquiers, les industriels, et les généraux ? Avez-vous donc oublié que j'ai assuré votre salut pendant la guerre de 1914-1918 ? » Blum et Thorez font écho au secrétaire général de la C.G.T. « La protestation doit être pacifique, ce ne doit être qu'une protestation modeste, sympathique, patriotique ! » Sur ces entrefaites, Daladier militarise d'importantes catégories d'ouvriers, et organise la préparation des troupes. Face au prolétariat bras croisés, la bourgeoisie, remise de sa panique grâce au Front populaire, ne s'apprête nullement à croiser les bras : elle est certaine de bénéficier de la démoralisation engendrée par le Front populaire dans les rangs ouvriers pour porter un coup décisif. Dans de telles conditions, la grève ne pouvait se terminer autrement que par un échec.

Les travailleurs français viennent de passer par une période de grèves orageuses, avec occupations d'usines. La prochaine étape qu'ils franchiront ne peut être que la grève générale authentiquement révolutionnaire, qui met à l'ordre du jour la conquête du pouvoir. Personne n'est en mesure d'indiquer aux masses ouvrières, et personne ne leur indique d'autre issue à cette crise interne, d'autre moyen de combattre l'approche du fascisme et de la guerre. Tout prolétaire doué de raison comprend qu'au lendemain de la grève de 24 heures « des bras croisés », la situation ne sera pas meilleure, mais pire. En particulier, de nombreuses catégories de travailleurs risquent de

payer cruellement – en perdant leur travail, en payant des amendes, en allant en prison⁷. Au nom de quoi ? « En aucun cas, jure solennellement Jouhaux, l'ordre ne sera troublé. » Tout restera en l'état : la propriété, la démocratie, les colonies, et avec elles : la misère, la vie chère, la réaction et le danger de guerre. Les masses sont capables de grands sacrifices, à condition d'avoir devant elles de grandes perspectives politiques. Elles doivent savoir clairement quel est le but, quelles sont les méthodes, qui est l'ami, qui est l'ennemi. Au contraire, les dirigeants des organisations ouvrières ont tout fait pour semer la confusion et la désorganisation dans le prolétariat.

Hier encore, le parti radical se vantait d'être le pivot du Front populaire, de porter le flambeau du progrès, de la démocratie, de la paix... Les travailleurs n'avaient à vrai dire guère confiance dans les radicaux. Mais ils ont *toléré* les radicaux, dans la mesure où ils *faisaient confiance* aux partis socialiste et communiste et à l'organisation syndicale. La rupture au sommet s'est produite, comme toujours en pareil cas, de manière inattendue. On a tenu les masses dans l'ignorance jusqu'au dernier moment. Pire : c'est la manière dont on a constamment « informé » les masses qui a permis à la bourgeoisie de les prendre au dépourvu. Et malgré cela, les travailleurs ont commencé de leur propre chef à s'organiser pour la lutte. Pris à leurs propres rêts, les « chefs » appellent les masses – ne riez pas ! – à la « grève générale ». Contre qui ? Contre les « amis » de la veille. Au nom de quoi ? Nul ne le sait au juste. L'opportunisme s'accompagne toujours de pareils accès d'aventurisme.

La grève générale est par nature un moyen de lutte révolutionnaire. Le prolétariat, en tant que classe, se rallie à la grève générale contre l'ennemi de classe. Décréter la grève générale, voilà qui est absolument incompatible avec le Front populaire, qui signifie l'alliance avec la bourgeoisie. Les méprisables bureaucrates des partis socialiste et communiste et

⁷ Maurice Thorez devait décompter 40 000 licenciés dans l'aviation, 32 000 lock-outés chez Renault, des dizaines de milliers de licenciés dans la région parisienne, 100 000 à Marseille, 80 000 mineurs dans le bassin du Nord-Pas-de-Calais, 100 000 dans le textile, etc. De nombreux fonctionnaires, enseignants notamment, furent mutés d'office et il y eut beaucoup de condamnations pour « atteinte à la liberté du travail ».

des syndicats, ne voient dans le prolétariat que l'instrument servant à leurs arrangements secrets avec la bourgeoisie. On proposait aux travailleurs de payer fort cher une simple manifestation ; tant de victimes, cela n'aurait eu de sens que s'il s'était agi d'une lutte décisive. Comme si on pouvait, arbitrairement, orienter des millions d'hommes à droite et à gauche, au gré des combinaisons parlementaires ! Fondamentalement, Jouhaux, Blum et Thorez ont tout fait pour assurer l'échec de la grève générale. Ils ont eux-mêmes peur de la lutte, autant que la bourgeoisie ; et en même temps, ils se sont efforcés de se forger un alibi aux yeux du prolétariat. C'est une ruse de guerre classique des réformistes :

préparer l'échec de l'action de masse et faire porter aux masses la responsabilité de l'échec, ou, ce qui ne vaut pas mieux, se vanter d'une victoire qui n'a pas eu lieu. Il n'est pas surprenant que l'opportunisme, agrémenté d'aventurisme à doses homéopathiques, n'apporte aux masses que la défaite et l'humiliation !

Le 9 juin 1936, nous écrivions : « *La révolution française a commencé* »⁸. On peut penser que ce diagnostic a été démenti. En réalité la question est plus complexe. Que la situation politique objective en France ait été alors et demeure révolutionnaire, cela ne fait pas de doute : il y a crise de la position internationale de l'impérialisme français, et conjointement, crise interne du capitalisme français, crise financière de l'État, crise politique de la démocratie ; il y a l'extraordinaire désarroi de la bourgeoisie, l'absence évidente d'issue d'après les vieux schémas traditionnels. Cependant, comme l'a montré Lénine, encore, en 1915 : « Toute situation révolutionnaire ne produit pas une révolution. Cela ne se produit... que si, aux transformations objectives vient s'ajouter le changement subjectif, c'est-à-dire si la classe révolutionnaire se montre capable de mener l'action révolutionnaire de masse avec suffisamment de force... pour abattre le vieux gouvernement, qui jamais, même en période de crise, ne « tombe » si on ne le « fait tomber ». L'Histoire toute récente a tragiquement confirmé que « toute situation révolutionnaire ne produit pas une révolution » et que la situation révolutionnaire se change en contre-révolution, si, aux facteurs objectifs, ne s'ajoutent, dans le même temps, les facteurs subjectifs, c'est-à-dire l'offensive révolutionnaire de la classe révolutionnaire.

Le flot grandiose de la grève de 1936 a montré que le prolétariat français était prêt à la lutte révolutionnaire, et qu'il était déjà engagé sur la voie du combat. En ce sens, nous avons le plein droit d'écrire : « *La révolution française a commencé.* » Mais si « toute situation révolutionnaire ne produit pas une révolution », il va de soi que toute révolution qui a commencé n'est pas assurée de progresser ensuite d'un pas uni. Le début de la révolution, qui jette dans l'arène politique les jeunes générations, est toujours marqué d'illusions, d'espoirs naïfs et de confiance. Il faut en général que la révolution subisse une violente attaque de la part de la réaction pour faire un pas en avant avec plus de résolution. Si la bourgeoisie française répondait aux grèves et aux manifestations par des mesures policières et militaires – et cela se produirait inévitablement si elle n'avait à son service Blum, Jouhaux, Thorez et Cie, le mouvement passerait rapidement à un stade plus élevé, la lutte pour le pouvoir viendrait inévitablement à l'ordre du jour. Mais le recours de la bourgeoisie aux services du Front populaire est un faux recul, une concession temporaire. À la pression des grévistes, elle a opposé le ministère Blum qui est apparu aux travailleurs comme leur gouvernement, ou presque. La C.G.T. et l'internationale communiste ont de toutes leurs forces apporté leur soutien à cette tromperie.

⁸ Œuvres, 10, pp. 78-84.

Pour mener le combat révolutionnaire pour le pouvoir, il faut avoir une claire vision de la classe à laquelle il faut arracher le pouvoir. Les travailleurs n'ont pas reconnu leur ennemi, car il portait le masque d'un autre. De plus, les instruments de combat pour le pouvoir : parti, syndicats, conseils ouvriers sont nécessaires. Ces instruments ont été confisqués aux travailleurs, les chefs des organisations ouvrières ont formé un mur opaque autour du pouvoir de la bourgeoisie pour la masquer, la rendre méconnaissable. C'est ainsi que *la révolution qui commençait a été freinée, interrompue, démoralisée*.

Les deux années et demie qui se sont écoulées ont montré pas après pas la faiblesse, le caractère mensonger, hypocrite du Front populaire. Ce que les travailleurs ont pris pour un gouvernement « populaire » s'est avéré simplement le masque temporaire de la bourgeoisie. Ce masque est maintenant tombé. La bourgeoisie juge, visiblement, que les travailleurs ont été suffisamment trompés et affaiblis, que le danger immédiat de révolution est passé. Le gouvernement Daladier n'est, dans l'esprit de la bourgeoisie, qu'un petit pas vers un gouvernement plus fort, plus sérieux, de la dictature impérialiste.

Le diagnostic de la bourgeoisie est-il juste? Le danger *immédiat* est-il réellement passé pour elle ? Autrement dit : la révolution est-elle repoussée à un avenir indéterminé, c'est-à-dire lointain ? Absolument rien ne le prouve. Une pareille assurance est pour le moins hâtive et prématurée. La crise actuelle n'a pas encore dit son dernier mot. En tout cas, se montrer optimiste pour le compte de la bourgeoisie ne sied pas du tout au parti révolutionnaire, qui est le premier à descendre sur le champ de bataille et le dernier à le quitter.

La « démocratie » est aujourd'hui le privilège de quelques nations extrêmement puissantes et riches, exploiteuses et esclavagistes. La France est de celles-ci, mais elle en est le maillon le plus faible. Son poids particulier dans l'économie n'est plus depuis longtemps en rapport avec sa position dans le monde, héritée du passé. Voilà pourquoi la France impérialiste est aujourd'hui victime de l'Histoire et ne peut se soustraire à son destin. La démocratie parlementaire en France est condamnée. Les éléments qui fondent une situation révolutionnaire non seulement n'ont pas disparu au cours des deux ou trois dernières années, mais se sont, au contraire, renforcés à l'extrême. La situation internationale et intérieure du pays a extraordinairement empiré. Le danger de guerre s'est rapproché. Si la peur de la bourgeoisie s'est apaisée, la conscience générale qu'il n'y a pas d'issue est, en revanche, devenue beaucoup plus aiguë.

Mais comment se présente la situation du point de vue des « facteurs subjectifs », c'est-à-dire de la préparation du prolétariat au combat ? Ce problème, justement parce qu'il concerne le domaine *subjectif* et non *objectif*, ne reçoit pas de réponse précise a priori. Ce qui est décisif, c'est la réalité vivante, c'est-à-dire le cours réel de la lutte. Mais nous avons des points de repère, qui sont certains aspects très importants de la situation, pour apprécier le facteur subjectif : nous pouvons constater qu'ils tiennent une grande place dans l'expérience de la dernière « grève générale ».

Nous ne pouvons malheureusement pas analyser ici en détail la lutte des travailleurs français de la deuxième quinzaine de novembre aux premiers jours de décembre. Mais pour la question qui nous intéresse, il suffit des données les plus générales. La participation à la grève avec manifestations de 2 millions de travailleurs environ, en regard des 5 millions de membres de la C.G.T. (du moins sur le papier) est une défaite. Mais si on considère les conditions politiques décrites plus haut, et en particulier le fait que les principaux « organisateurs » de la grève étaient en même temps les principaux briseurs de grève, le chiffre de deux millions témoigne du haut degré de combativité du prolétariat français. À la lu-

mière des événements antérieurs, cette conclusion apparaît encore plus évidente. L'agitation, les meetings et manifestations, les échauffourées avec la police et la troupe, les grèves, les occupations d'usine commencent le 17 novembre et s'amplifient avec l'entrée en action de communistes, de socialistes et d'anarchistes de base⁹ ! Il est clair que la C.G.T. est dépassée par les événements. Le 25 novembre, les bureaucrates syndicaux annoncent une grève pacifique, « non politique » pour le 30 novembre, c'est-à-dire cinq jours plus tard. Autrement dit, *au lieu de développer, d'élargir, de généraliser le mouvement réel qui prenait de plus en plus une forme combative, Jouhaux et Cie opposent à ce mouvement révolutionnaire l'idée sans vie d'une protestation platonique*. Les bureaucrates avaient besoin de ce délai de cinq jours, alors que, dans un pareil moment, chaque journée vaut un mois, pour mettre au point leur collaboration secrète avec le pouvoir, afin de paralyser et casser le mouvement qui se développait de manière autonome et qui les effrayait autant qu'il effrayait la bourgeoisie¹⁰. C'est uniquement parce que Jouhaux et Cie ont poussé le mouvement dans l'impasse, que les mesures militaro-policières prises par Daladier ont eu une efficacité réelle.

Le fait que les cheminots, les ouvriers de l'industrie d'armement, les métallos et d'autres couches de l'avant-garde du prolétariat n'aient pas pris part à la « grève générale » n'est pas une preuve d'indifférence : au cours des deux semaines précédentes, ces travailleurs avaient pris une part active à la lutte. Mais ces couches d'avant-garde avaient compris mieux que les autres, surtout après les mesures prises par Daladier, que le problème n'était plus de manifester, ni d'élever des protestations platoniques, mais d'engager la lutte pour le pouvoir. La participation à la grève avec manifestations de couches de travailleurs plus arriérées, ou occupant une place moins importante dans les relations sociales, témoigne d'autre part de la profondeur de la crise dans le pays, et de ce que l'énergie révolutionnaire des masses ouvrières était restée intacte malgré la politique de démoralisation du Front populaire.

L'Histoire nous enseigne, il est vrai, que même après une défaite décisive, qui met un terme à la révolution, les couches les plus arriérées de travailleurs peuvent continuer d'agir, alors que les cheminots, métallos, etc. demeurent passifs. Ce fut le cas en Russie après l'écrasement de l'insurrection de 1905. Mais cette situation résultait du fait que les couches d'avant-garde avaient déjà épuisé leurs forces au cours des longs combats qui avaient précédé : grèves, lock-outs, manifestations, heurts avec la police et la troupe, insurrections. Il n'en va pas de même du prolétariat français : le mouvement de 1936 n'a nullement épuisé les forces de l'avant-garde. La désillusion sur le compte du Front populaire a pu, bien sûr, provoquer une démoralisation passagère dans certaines couches ; elle a dû, en revanche, aiguïser l'impatience et l'indignation des autres couches. En même temps, en 1936, comme en 1938, les mouvements ont enrichi le prolétariat tout

entier d'une expérience inestimable et révélé des milliers de dirigeants ouvriers locaux qui méprisent la bureaucratie officielle. Il nous faut être capables d'arriver jusqu'à eux, de les rassembler, de les armer du programme de la révolution.

⁹ Il y eut une grève des dockers de Marseille, une grève du bâtiment dans tout le pays, un assaut contre Renault occupé et fortifié par ses ouvriers en dépit des appels à la modération du maire socialiste et du député communiste.

¹⁰ Le journal du P.O. belge, *Le Peuple*, écrivit : « La C.G.T. a pris la décision de canaliser, discipliner et enrayer le mouvement en proclamant pour mercredi prochain une grève générale de protestation de 24 heures. Après quoi, le travail doit être repris dans l'ordre. »

Nous n'allons pas donner, de l'extérieur, des conseils de tactique à nos amis français qui se trouvent sur les lieux de l'action, et qui peuvent mieux que nous prendre le pouls des masses. Cependant, aujourd'hui plus que jamais, il est clair pour tout révolutionnaire marxiste que le seul moyen sûr de mesurer parfaitement le rapport de forces, et en particulier le degré de préparation des masses au combat, est l'action. La critique sans concessions de la II^e et de la III^e Internationale n'a de valeur révolutionnaire que dans la mesure où elle aide l'avant-garde à se mobiliser pour prendre part aux événements. Les mots d'ordre fondamentaux, nécessaires à la mobilisation, sont donnés par le programme de la IV^e Internationale, qui revêt aujourd'hui en France un caractère plus actuel que jamais dans aucun autre pays. Une immense responsabilité politique repose sur les épaules de nos camarades. Aider la section française de la IV^e Internationale de toutes ses forces et par tous les moyens moraux et matériels est le devoir le plus important et le plus impérieux de l'avant-garde révolutionnaire.

[Le travail va bien]

(19 décembre 1938)

Lettre à J. Vanzler (10920), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

Cher Camarade Vanzler,

Grâce à vos magnifiques efforts, je crois que je suis suffisamment équipé pour mon chapitre sur la *Pravda* que je suis en train de finir. Le tableau est tout à fait clair, comme vous le verrez par le texte. Conformément à votre souhait, je vous envoie la première partie du manuscrit en même temps que cette lettre, mais par le courrier ordinaire. Ne la montrez, s'il vous plaît, à personne. Je serai heureux de connaître vos remarques. Vous verrez d'après le texte que quelques-unes de vos recommandations n'ont pas été perdues.

Merci pour le livre de Wollenberg¹ sur l'Armée rouge. Maintenant le maillon le plus faible dans ma chaîne, c'est l'Armée rouge et la guerre civile, parce que je n'ai pas les publications les plus importantes sur la guerre civile et que c'est sur cette question qu'il y a les falsifications les plus éclatantes².

¹ Erich Wollenberg (1892-1975), officier en 14-18, avait commandé une « armée rouge » de Bavière en 1919, participé à la préparation de l'insurrection de 1923, puis servi dans l'Armée rouge comme « commandant de division ». Il avait été exclu en 1933 et collaborait avec les trotskystes. Il venait de publier un livre sur l'Armée rouge.

² Il s'agit bien entendu des falsifications concernant le rôle de Staline.

[Des arguments troublants]

(20 décembre 1938)

Lettre à M. Abern (7257), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

Cher Camarade Abern,

(1) Je n'ai rien reçu des jeunes sur le congrès. Max Sterling m'a envoyé une lettre très intéressante sur cette question, mais ce fut tout.

(2) Je n'ai pas le moindre reproche à l'adresse de quiconque parce que le congrès n'a pas accepté un nom nouveau et particulièrement celui que je proposais. Je comprends très bien que cela ne devrait être fait qu'après avoir sérieusement discuté et étudié tout cela sous chaque angle. J'ai été cependant un peu troublé par quelques-uns des arguments [avancés] contre le nom que je proposais ; les arguments m'ont semblé plus importants que la question du nom lui-même.

N'oubliez pas, je vous prie, que le parti international porte le nom de « parti mondial de la révolution socialiste ». La logique politique exige que chaque section porte le même nom : « parti français de la révolution socialiste », « parti américain, etc. » Je comprends qu'il puisse y avoir des objections du point de vue légal ou psychologique. C'est pourquoi je propose de commencer avec l'organisation de jeunesse ; nous pourrons ainsi faire l'expérience sans faire reposer la responsabilité directe sur le parti. On verra plus tard.

Je joins une copie d'une lettre de James Farrell¹. La plus grande partie est consacrée à l'Irlande. Ne serait-il pas possible d'utiliser cette partie pour *The New International*, avec bien entendu la permission de l'auteur ? Vous pourriez dire à Farrell que, du fait de l'intérêt de cette correspondance, j'ai envoyé sa lettre à *The New International* en suggérant que vous discutiez avec lui la possibilité de donner à cette lettre la forme d'une contribution littéraire. Peut-être ce prétexte serait-il un bon moyen de gagner Farrell à une collaboration permanente.

¹ James T. Farrell (1904-1979), d'origine irlandaise, était devenu un écrivain connu avec sa Fameuse trilogie, *Studs Lonigan*. Il avait travaillé au Mexique avec la commission Dewey et continuait à être proche du S.W.P.

[Accusé de réception]

(20 décembre 1938)

Lettre à James T. Farrell (7752), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

Cher James Farrell,

Beaucoup de remerciements pour votre excellente lettre. Mais vous me mettez dans une position trop « aristocratique » en m'envoyant à moi personnellement des informations aussi intéressantes sur l'Irlande. Ne les jugez-vous pas dignes d'être publiées ? Cependant pas dans le rachitique *Call*¹, qui semble entrer dans son agonie mortelle naturelle.

Je suis très heureux d'apprendre que Hortense² ne nous est pas du tout hostile. J'espère que dans la prochaine période nous aurons une grande satisfaction morale après la période de persécution stalinienne, parce que leur domination sur les intellectuels aux États ne durera pas longtemps.

Rosmer aussi m'a écrit le plaisir qu'il a eu de ses rencontres avec vous³.

1 *The Call* était l'organe de la fraction centriste du parti socialiste, un hebdomadaire dans lequel Farrell publiait des contributions sur des sujets littéraires.

2 Il s'agit de Hortense *Alden* (née en 1903), une actrice qui avait commencé dès 1919 une carrière au théâtre à Washington, puis New York. Très connue, elle avait épousé James T. Farrell au sommet de sa gloire littéraire et l'avait accompagné à Mexico chez Trotsky. Ce dernier – dans une lettre que nous n'avons pas publiée où il le remerciait de l'envoi de son roman *No Star is Lost*, le 1^{er} décembre – l'avait interrogé, dans une parenthèse : « Ce qu'on m'a dit est-il exact, que Mme Farrell soit une terrible ennemie de la IV^e Internationale ? », ajoutant : « Je ne peux le croire. »

3 Il était né de ces rencontres un lien amical entre Farrell et Rosmer que seule la mort devait interrompre

Un dialogue politique

Alliance de la Gauche avec la Droite contre le Centre ?

20 décembre 1938

Article (7 4487) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

(Cette conversation se tient à Paris, mais elle pourrait aussi bien se tenir à Bruxelles. A. est un de ces « socialistes » qui ne se sentent solides sur leurs pieds que quand ils peuvent s'appuyer sur une puissance quelconque. A. est naturellement un « ami de l'Union soviétique » et, naturellement, un partisan du « Front populaire ». L'auteur a du mal à caractériser B. qui est son ami et son compagnon de pensée.)

- A.** – Vous ne pouvez nier que les fascistes utilisent vos critiques. Tous les réactionnaires hurlent de joie lorsque vous démasquez l'U.R.S.S. Bien entendu, je ne crois nullement toutes les calomnies au sujet de vos relations amicales avec les fascistes ou de votre collaboration avec les nazis, etc. Elles sont destinées aux imbéciles. Subjectivement, il ne fait aucun doute que vous conservez un point de vue révolutionnaire. Mais ce ne sont pas les intentions subjectives qui comptent en politique, ce sont les conséquences objectives. La droite utilise vos critiques contre votre volonté. Dans ce cas, on peut dire que vous formez avec les réactionnaires un bloc objectif.
- B.** – Merci de votre brillant subjectivisme. Mais vous venez de découvrir une Amérique qui fut découverte il y a bien longtemps déjà. Le Manifeste Communiste nous disait déjà que la réaction féodale essayait d'exploiter pour son propre usage les critiques socialistes dirigées contre la bourgeoisie libérale. C'est pourquoi les libéraux et les « démocrates » ont toujours invariablement accusé les socialistes d'avoir formé des alliances avec la réaction. Des gens honnêtes, mais, disons le mot, un peu limités, ont parlé d'une alliance « objective » et d'une collaboration « effective » ; au contraire, de véritables canailles ont accusé les révolutionnaires d'avoir passé des accords directs avec les réactionnaires, répandant des rumeurs au sujet de l'utilisation par les socialistes de subsides de provenances étrangères, etc. En vérité, mon ami, vous n'avez pas inventé la poudre.
- A.** – On peut faire deux objections contre votre analogie. Premièrement, dans la mesure où cela concerne la démocratie bourgeoise...
- B.** – Merci de votre brillant subjectivisme. Mais vous venez de découvrir une Amérique qui fut découverte il y a bien longtemps déjà. Le Manifeste Communiste nous disait déjà que la réaction féodale essayait d'exploiter pour son propre usage les critiques socialistes dirigées contre la bourgeoisie libérale. C'est pourquoi les libéraux et les « démocrates » ont toujours invariablement accusé les socialistes d'avoir formé des alliances avec la réaction. Des gens honnêtes, mais, disons le mot, un peu limités, ont parlé d'une alliance « objective » et d'une collaboration « effective » ; au contraire, de véritables canailles ont accusé les révolutionnaires d'avoir passé des accords directs avec les réactionnaires, répandant des rumeurs au sujet de l'utilisation par les socialistes de subsides de provenances étrangères, etc. En vérité, mon ami, vous n'avez pas inventé la poudre.

- A. – *On peut faire deux objections contre votre analogie. Premièrement, dans la mesure où cela concerne la démocratie bourgeoise...*
- B. – Impérialiste !
- A. – *Oui; je parle de la démocratie bourgeoise qui — personne ne l'ignore — court actuellement un danger mortel. C'est une chose que de dévoiler les défauts de la démocratie bourgeoise lorsqu'elle est forte et solide, mais de miner ses bases par la gauche au moment où les fascistes essayent de la renverser par la droite, cela veut dire...*
- B. – Inutile de continuer, je connais trop bien la chanson !
- A. – *Je vous demande pardon, je n'ai pas encore terminé. Ma seconde objection est celle-ci : cette fois, il ne s'agit pas seulement de la démocratie bourgeoise. Il y a l'U.R.S.S., que vous reconnaissez et reconnaissez toujours comme un État ouvrier. Cet État est menacé d'un total isolement. En dénonçant les maladies de l'U.R.S.S. et uniquement ses maladies, en détruisant le prestige du premier État ouvrier aux yeux des travailleurs du monde entier, vous aidez objectivement le fascisme.*
- B. – Merci encore de votre objectivité ! En d'autres termes, vous voulez dire qu'il ne faut critiquer la « démocratie » que lorsque la critique ne constitue aucun danger pour elle. Selon vous, les socialistes doivent se taire justement lorsque la démocratie impérialiste bourgeoise (et non pas seulement la « démocratie bourgeoise » en général !) en décomposition a démontré dans les faits son incapacité à régler les tâches de l'histoire (et cette incapacité est précisément la raison pour laquelle la « démocratie » croule si facilement sous les coups de la réaction). Vous réduisez le socialisme au rôle d'ornement « critique » sur l'architecture de la démocratie bourgeoise. Vous ne voulez pas lui reconnaître son rôle d'héritier de la démocratie. En réalité, vous n'êtes qu'un démocrate conservateur effrayé et rien d'autre. Et votre phraséologie « socialiste » n'est rien d'autre qu'un ornement bon marché plaqué sur votre conservatisme.
- A. – *Et qu'en est-il de l'U.R.S.S. qui est sans aucun doute l'héritière de la démocratie et constitue l'embryon d'une nouvelle société ? Attention, je ne nie pas les erreurs et les déficiences de l'U.R.S.S. L'erreur est humaine ; les imperfections inévitables. Mais ce n'est pas par hasard que la réaction mondiale tout entière attaque l'U.R.S.S.*
- B. – Ne vous sentez-vous pas gêné de toujours répéter semblables banalités ? Oui, malgré l'attitude volontairement mais inutilement rampante du Kremlin, la réaction mondiale continue de lutter contre l'U.R.S.S. Pourquoi ? Parce que l'U.R.S.S. a, jusqu'ici, maintenu la nationalisation des moyens de production et le monopole du commerce extérieur. Nous, les révolutionnaires, nous attaquons la bureaucratie de l'U.R.S.S. justement parce que sa politique parasitaire et répressive mine les bases de la nationalisation des moyens de production et du monopole du commerce extérieur qui sont les composantes essentielles de la construction socialiste. C'est là la petite, la très petite différence entre nous et la réaction. L'impérialisme mondial appelle l'oligarchie du Kremlin à achever son travail, et maintenant qu'ont été réintroduits la hiérarchie militaire avec ses distinctions et ses décorations, les privilèges, l'emploi de domestiques, le mariage d'intérêt, la prostitution, la répression de l'avortement, etc., il lui demande de réintroduire la propriété privée des moyens de production. Nous, en revanche, nous appelons les travailleurs d'U.R.S.S. à renverser l'oligarchie du Kremlin et à construire une véritable démocratie des soviets comme un préalable nécessaire à la construction du socialisme. Là est la petite, la très petite différence.

- A.** – Mais vous ne pouvez nier que l'U.R.S.S. ne soit, malgré toutes ses imperfections, un progrès ?
- B.** – Seuls les touristes superficiels que leurs hôtes de Moscou ont honorés de leur hospitalité peuvent considérer « l'U.R.S.S. » comme une entité unique. A côté des tendances extrêmement progressistes subsistent en U.R.S.S. aussi des tendances réactionnaires malignes. Il faut savoir faire la différence entre elles et se défendre contre les dernières. Les purges incessantes montrent, même à un aveugle, la puissance de ces nouveaux antagonismes et les tensions qu'elle provoque. La contradiction sociale la plus fondamentale est celle qui existe entre les masses trahies et la nouvelle caste aristocratique qui s'apprête à restaurer la société de classes. C'est pourquoi je ne peux pas être « pour l'U.R.S.S. » en général. Je suis avec les masses laborieuses qui ont bâti l'U.R.S.S. et contre la bureaucratie qui a usurpé les acquis de la révolution.
- A.** – *Mais vous voulez dire que vous demandez l'introduction immédiate de l'égalité totale en U.R.S.S. ? Mais Marx lui-même...*
- B.** – Pour l'amour du ciel, ne reprenez pas ces mêmes vieilles phrases usées que remâchent tous les mercenaires de Staline ! Je vous assure que, moi aussi, j'ai lu que, au cours des premières étapes du socialisme, il ne peut y avoir d'égalité totale et que c'est la tâche du communisme. Mais là n'est pas la question. Le fait est que, au cours de ces dernières années, comme la bureaucratie devenait de plus en plus omnipotente, les inégalités ont augmenté de façon colossale. Ce n'est pas la situation statique mais la dynamique, la direction générale de la progression qui a une importance décisive. Loin de s'atténuer, les inégalités s'accroissent et s'aiguisent de jour en jour, d'heure en heure. La croissance des inégalités sociales ne peut être arrêtée que par des mesures révolutionnaires contre la nouvelle aristocratie. Cela seul détermine notre position.
- A.** – *Oui, mais les réactionnaires impérialistes utilisent vos critiques contre l'U.R.S.S. dans son ensemble. Il s'ensuit, n'est-ce pas, qu'elles sont également utilisées contre les gains de la révolution ?*
- B.** – Bien sûr, ils essayent de les utiliser. Dans la lutte politique, chaque classe tente d'utiliser les contradictions qui existent dans les rangs de ses opposants. Deux exemples : Lénine, comme vous le savez peut-être, n'a jamais été pour l'unité par amour de l'unité, il a essayé de séparer les bolcheviks des mencheviks. Ainsi que nous l'avons appris par la suite, en dépouillant les archives tsaristes, les services de la police, aidés de leurs provocateurs, ont encore aggravé la cassure entre les bolcheviks et les mencheviks. Après la révolution de février 1917, les mencheviks ont maintenu que les buts et les méthodes de Lénine coïncidaient avec ceux de la police tsariste. Quel piètre argument ! La police espérait que la scission affaiblirait les social-démocrates. De son côté, Lénine était convaincu que la scission permettrait aux bolcheviks de développer une politique véritablement révolutionnaire et de gagner les masses. Qui avait raison ? Deuxième exemple : Guillaume II et son général Ludendorff ont essayé d'utiliser Lénine pendant la guerre à leurs propres fins et ont ainsi mis à sa disposition un train qui devait le ramener en Russie. Les Cadets russes et Kerensky n'ont pas qualifié Lénine autrement que d'agent de l'impérialisme allemand. Ludendorff a admis — lisez ses mémoires — qu'il avait fait là la plus grosse erreur de sa vie. Se-

lon ses affirmatives, l'armée allemande fut détruite non pas par les armées de l'Entente, mais par les bolcheviks et la Révolution d'Octobre.

- A.** – *Bien. Et qu'en est-il de la sécurité militaire de l'U.R.S.S. ? Du danger d'affaiblir ses défenses ?*
- B.** – Vous ferez mieux de ne pas en parler ! Après avoir aboli la règle de la simplicité Spartiate dans l'Armée Rouge, Staline a couronné le corps des officiers de cinq maréchaux. Mais il ne put ainsi corrompre l'État-major Il décida alors de le détruire. Trois des cinq maréchaux — justement ceux qui possédaient un certain talent — furent fusillés, et, avec eux, la fleur du haut commandement militaire. Une hiérarchie d'espions personnels de Staline fut créée au-dessus de l'armée. Celle-ci a été secouée jusqu'à la moelle. L'Union Soviétique s'est trouvée affaiblie, la dislocation de l'armée continue. Les touristes parasites peuvent se satisfaire des spectacles et parades militaires sur la Place Rouge. Mais le devoir d'un vrai révolutionnaire est de déclarer ouvertement : Staline prépare la défaite de l'U.R.S.S.
- A.** – *Quelles sont donc vos conclusions ?*
- B.** – C'est très simple : les petits pickpockets de la politique croient qu'un grand problème historique peut être résolu par l'utilisation de l'éloquence, de la ruse, de l'intrigue menée en coulisses, en trompant les masses. Les rangs de la bureaucratie ouvrière internationale fourmillent de canailles de cette sorte. Je crois cependant que les problèmes sociaux ne peuvent être résolus que par la classe ouvrière qui connaît la vérité. L'éducation socialiste, c'est dire la vérité aux masses. Le plus souvent, la vérité a un goût amer et les « amis de l'Union Soviétique » aiment les sucreries. Mais les amateurs de sucreries sont les éléments de la réaction et non du progrès. Nous continuerons à dire la vérité aux masses. Nous devons nous préparer pour l'avenir. La politique révolutionnaire est une politique à long terme.

La mission de la F.I.A.R.I.

22 décembre 1938

Lettre à A. Breton (T 4493) dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

Mon cher Breton,

J'approuve de tout cœur l'initiative que vous avez prise avec Diego Rivera de créer la F.I.A.R.I., fédération internationale d'artistes authentiquement révolutionnaires et indépendants, et pourquoi ne pas ajouter : une fédération d'authentiques artistes. Il est temps, il est grand temps ! Le globe terrestre devient une caserne impérialiste boueuse et fétide. Les héros de la démocratie, avec à leur tête l'incomparable Daladier, mettent toute leur énergie à ressembler aux héros du fascisme (ce qui n'empêche pas les premiers de se retrouver en camp de concentration chez les seconds). Plus un dictateur est ignare et borné, plus il se sent appelé à régenter l'évolution de la science, de la philosophie et de l'art. La servilité moutonnière du monde intellectuel est également très significative de l'état de pourrissement de la société contemporaine. La France ne fait pas exception.

Nous ne parlerons pas des Aragon, des Ehrenbourg¹ et autres petits bourgeois ; nous n'allons pas qualifier les messieurs qui, avec le même enthousiasme écrivent la biographie de Jésus-Christ et celle de Joseph Staline² (ceux-là, leur mort même ne les a pas amnésiés). Nous passons sur le triste, pour ne pas dire honteux déclin de Romain Rolland. Mais il faut s'attarder sur le cas de Malraux³. J'ai observé avec intérêt ses premiers pas en littérature. Déjà alors, une certaine pose marquait fortement son œuvre. On était souvent choqué de sa manière froide et raffinée de se mettre en quête de l'héroïsme des autres. Mais on ne peut nier qu'il ait du talent. Sa manière d'aborder les plus grandes épreuves humaines, les combats héroïques, les souffrances extrêmes, le sacrifice de soi, était empreinte d'une force indiscutable. On pouvait croire - personnellement je voulais l'espérer - que le souffle de l'héroïsme révolutionnaire donnerait plus de profondeur à l'inspiration de l'écrivain, le débarrasserait de sa pose, et ferait de Malraux un poète représentatif de l'époque des catastrophes. Qu'est-il advenu ? L'artiste est devenu reporter du G.P.U. ; il produit de l'héroïsme bureaucratique, d'une longueur et d'une largeur déterminées (il n'y a pas de troisième dimension).

Pendant la guerre civile, j'ai dû mener un combat acharné contre les rapports d'opérations inexacts ou mensongers, dans lesquels des chefs s'efforçaient de dissimuler leurs erreurs, leurs échecs, et leurs défaites derrière un torrent de phrases générales. La production actuelle de Malraux est, elle aussi, faite de rapports mensongers sur les champs de bataille (Allemagne, Espagne). Le faux est néanmoins bien plus repoussant lorsqu'il se pare d'une forme artistique. Le destin de Malraux est symbolique pour toute une couche d'écrivains,

1 Louis Aragon (1890-1982), poète et romancier, ancien surréaliste, venu au P.C. à l'époque stalinienne, avait été l'ami de Breton, mais était devenu sa bête noire. Iliya Ehrenbourg (1891-1967), romancier et journaliste, avait été, notamment en Espagne, une des plumes dociles de Staline.

2 Trotsky fait allusion à Henri Barbusse (1873-1935) qui avait connu la notoriété avec le Prix Goncourt pour son roman de guerre *Le Feu*. Il avait adhéré au P.C. en 1923 et écrit ensuite un *Staline. Un Monde nouveau vu à travers un homme* et une *Vie de Jésus*.

3 André Malraux (1901-1976), prix Goncourt en 1934 pour *La Condition humaine*, avait donné de l'argent pour *La Vérité*, puis visité Trotsky à Saint-Palais et protesté contre son expulsion de France. La rupture s'était faite au moment des procès de Moscou dont il affirma que Trotsky faisait " une affaire personnelle "...

presque pour toute une génération : les gens mentent en raison de leur " amitié " fictive envers la Révolution d'Octobre. Comme si la révolution avait besoin de mensonges !

L'infortunée presse soviétique, évidemment sur ordre venu d'en haut, se lamente avec force ces derniers jours sur la " pauvreté " de la création scientifique et artistique en U.R.S.S. et reproche aux écrivains soviétiques leur manque de sincérité, d'audace, et d'envergure. On n'en croit pas ses yeux : le boa faisant au lapin un sermon sur l'indépendance et la dignité individuelles. Tableau absurde et ignominieux, et cependant bien digne de notre époque !

Le combat pour les idées de la révolution en art doit reprendre, en commençant par le combat pour la vérité artistique, non pas comme l'entend telle ou telle école, mais dans le sens de la *fidélité inébranlable de l'artiste à son moi intérieur*. Sans cela, il n'y a pas d'art. " Ne mens pas ! ", c'est la formule du salut. La F.I.A.R.I. n'est pas, bien sûr, une école esthétique ou politique et ne peut le devenir. Mais la F.I.A.R.I. peut ozoniser l'atmosphère dans laquelle les artistes ont à respirer et à créer. En effet, à notre époque de convulsions et de réaction, de décadence culturelle et de barbarie morale, la création indépendante ne peut qu'être révolutionnaire dans son esprit, car elle ne peut que chercher une issue à l'insupportable étouffement social. Mais il faut que l'art en général, comme chaque artiste en particulier, cherche une issue par ses propres méthodes, sans attendre des ordres de l'extérieur, en refusant les ordres, et qu'il méprise tous ceux qui s'y soumettent. Faire naître cette conviction commune parmi les meilleurs artistes, voilà la tâche de la F.I.A.R.I. Je crois fermement que ce nom passera dans l'Histoire.

L. Trotsky

22 décembre 1938

La bourgeoisie juive et la lutte révolutionnaire

22 décembre 1938

Article (T 4491) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

Le Père Coughlin¹, qui cherche apparemment à démontrer qu'une morale idéaliste absolue n'empêche pas l'homme d'être la pire canaille, a déclaré à la radio que j'avais dans le passé reçu pour la révolution d'énormes sommes d'argent de la bourgeoisie juive des États-Unis. J'ai déjà répondu dans la presse que c'était faux². Je n'ai pas reçu d'argent non pas, bien entendu, parce que j'aurais refusé un soutien financier pour la révolution, mais parce que la bourgeoisie juive n'a pas proposé un tel soutien. La bourgeoisie juive est restée fidèle au principe : *ne rien donner*. Même aujourd'hui, quand c'est de sa tête qu'il s'agit. Étouffant dans ses contradictions, le capitalisme dirige des coups forcenés contre les Juifs et en outre une partie de ces coups tombe sur la bourgeoisie juive en dépit de tous ses « services » passés rendus au capitalisme. Des mesures de nature philanthropique pour les réfugiés deviennent de moins en moins efficaces en comparaison de l'immensité des maux qui accablent le peuple juif.

C'est maintenant le tour de la France. La victoire du fascisme dans ce pays signifierait un grand renforcement de la réaction et une monstrueuse croissance d'un violent anti-sémitisme dans le monde entier, surtout aux États-Unis. Le nombre de pays qui expulsent les Juifs ne cesse de croître. Le nombre de pays capables de les accueillir diminue. En même temps la lutte ne fait que s'exacerber. Il est possible d'imaginer sans difficulté ce qui attend les Juifs dès le début de la future guerre mondiale. Mais, même sans guerre, le prochain développement de la réaction mondiale signifie presque avec certitude l'*extermination physique des Juifs*.

La Palestine s'est révélée un tragique mirage, le Birobidjan une farce bureaucratique. Le Kremlin refuse d'accepter des réfugiés. Les « congrès antifascistes » de vieilles dames et de jeunes carriéristes n'ont pas la moindre importance. Maintenant plus que jamais le destin du peuple juif – pas seulement leur destin politique, mais leur destin physique – est lié indissolublement à la lutte émancipatrice du prolétariat international. Seule une mobilisation courageuse des ouvriers contre la réaction, la constitution de milices ouvrières, la résistance physique directe aux bandes fascistes, une confiance en soi plus grande, activité et audace de la part de tous les opprimés, peuvent provoquer un changement dans le rapport des forces, arrêter la vague mondiale de fascisme et ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire de l'humanité.

La IV^e Internationale a été la première à proclamer le danger de fascisme et indiquer la voie du salut. La IV^e Internationale appelle les masses populaires juives à ne pas se faire

¹ Charles E. *Coughlin* (né en 1891), d'origine irlandaise, ordonné prêtre catholique en 1916 devint, à la fin des années vingt, un agitateur radiophonique très écouté qui appelait à la croisade contre « les capitalistes sans-Dieu, les Juifs, les communistes, les banquiers internationaux et les ploutocrates ». Il présidait la *National Union for Social Justice*, et recevait trois millions de lettres par an. Il venait d'accuser Trotsky d'avoir reçu en 1917 une somme importante d'un capitaliste juif.

² Cf. Déclaration du 28.XI.1938.

d'illusions et à affronter ouvertement la réalité menaçante. Il n'est de salut que dans la lutte révolutionnaire. Le « nerf » de la lutte révolutionnaire, comme celui de la guerre, c'est l'argent. Les éléments progressistes et perspicaces du peuple juif doivent venir au secours de l'avant-garde révolutionnaire. Le temps presse. Un jour, aujourd'hui, équivaut à un mois ou même à une année. Ce que tu fais, fais-le vite !

L'appel aux bourgeois et intellectuels juifs

22 décembre 1938

Lettre à J.-P. Cannon traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

Chers Amis,

Je crois que la IV^e Internationale pourrait maintenant obtenir de l'argent d'éléments progressistes de la bourgeoisie et des intellectuels juifs. Je joins une sorte d'appel ou de bref article¹.

Comment l'utiliser ? On peut agir de deux façons différentes. D'abord, le publier simplement dans le *Socialist Appeal*², mais en ce cas il ne pourrait guère atteindre les gens qui nous intéressent dans cette affaire. Ne serait-il pas mieux de le publier sous forme de lettre, reproduite de quelque façon photographique, en numérotant les exemplaires et en les envoyant à des personnes définies directement ou par des intermédiaires, avec une lettre d'accompagnement ? Il me semble que cette deuxième méthode pourrait être plus efficace et surtout si vous avez quelqu'un qui connaisse le milieu et soit inventif et persuasif. Bien entendu vous jugerez vous-même de la meilleure façon de procéder sur cette question.

Je pense aussi que nous ne pouvons nous borner dans cette affaire au mot d'ordre « Ouvrez les portes ». Il nous faut bien entendu défendre le droit d'asile, mais d'un autre côté, il est clair que le nombre croissant de Juifs aux États[-Unis] va renforcer les tendances anti-sémites et fascistes. C'est pourquoi nous devons plus encore souligner le caractère général de cette question en insistant sur le fait que l'ouverture de la porte n'est qu'un palliatif et que la solution véritable réside sur le terrain de la lutte de classe révolutionnaire. Dans cette situation, nous avons deux objectifs à poursuivre : séparer les ouvriers juifs de la bourgeoisie et gagner un soutien financier d'éléments juifs bourgeois.

¹ Cf. Article « *La bourgeoisie juive et la lutte révolutionnaire* ».

² Le *Socialist Appeal* était la revue des trotskystes américains.

La Voie de l'Avant-Garde révolutionnaire en France

22 décembre 1938

Lettre à M. Pivert (T 4489), dont la traduction du russe a été revue et publiée avec la permission de la Houghton Library. Trotsky adressa ce document à Rosmer avec une lettre d'accompagnement (9903) que nous ne reproduisons pas.

Cher Camarade Pivert¹,

Je reconnais que ce n'est pas sans hésitations que je me suis décidé à vous écrire cette lettre. Non seulement parce que nos opinions politiques sont loin de coïncider, mais parce que l'idée même de m'adresser d'un pays lointain à un militant politique de France pour une question qui concerne la France peut sembler déplacée. Cependant j'ai rejeté ces doutes. La situation est si critique, le sort du prolétariat de la France et de toute l'Europe, à un degré considérable du monde entier, dépend dans une telle mesure du prochain développement des événements en France, les éléments fondamentaux de la situation sont si clairs même à grande distance, que je considère inadmissible de ne pas faire la tentative de m'expliquer avec vous, alors que tout n'est pas encore perdu.

Le développement en France a marché durant les trois ou quatre dernières années plus lentement qu'il était possible de s'y attendre en 34-35 lorsque j'écrivais la brochure *Où va la France ?*² La réalité vivante est toujours plus riche en possibilités, en tournants, en complications, que le pronostic théorique. Mais la marche générale des événements m'a apporté malgré tout rien d'essentiellement nouveau en comparaison de notre conception. Je ne veux pas m'arrêter ici là-dessus, car j'ai consacré à cette question mon dernier article, « *L'Heure de la Décision approche* », qui, je l'espère, paraîtra bientôt en français (j'en joins en tout cas la copie à cette lettre). Le développement approche manifestement du dénouement. Comme dénouement, il ne peut y avoir que l'établissement d'une dictature fasciste, dans les premiers temps pré-fasciste (bonapartiste) de type militaire, ou la victoire du prolétariat. Je ne pense pas que nous soyons là-dessus en désaccord avec vous. Je ne pense pas non plus qu'il y ait un désaccord quant aux délais : un an ou deux, selon moi, c'est le délai *maximum* qui reste jusqu'au dénouement « définitif », c'est-à-dire irréparable pour de longues années.

Ce qui peut sauver la situation en France, c'est la création d'une véritable organisation révolutionnaire de quelques milliers d'hommes comprenant clairement la situation, complètement affranchie de l'influence de l'opinion publique bourgeoise et petite-bourgeoise (« socialiste », « anarcho-syndicaliste », etc.) et disposée à aller jusqu'au bout. Une telle avant-garde saura trouver le chemin des masses. Dans les dix ou quinze dernières années nous avons vu plus d'une fois comment, sous les coups de grandioses événements, tombent en

¹ Rappelons que depuis juin Marceau Pivert était le principal dirigeant d'un nouveau parti, le P.S.O.P., né d'une scission à gauche de la S.F.I.O.

² Cf., pour « *Où va la France ?* », L. Trotsky, *Le Mouvement communiste en France*, pp. 448-475 et *Où va la France*, ed. 78. On trouvera « Encore une fois, où va la France » dans *Œuvres*. 5, pp. 148-214. Le premier de ces textes est de 1934, le second de 1935, et ils ont été réunis dans une brochure publiée en 1936.

poussière les grands partis traditionnels et leurs groupements, dans le genre du Front de Fer (sans fer), du Front populaire (sans peuple) etc. Ce qui ne se brise pas ni ne tombe en poussière, c'est uniquement ce qui a été soudé par *des idées révolutionnaires claires, précises, intransigeantes*.

Je n'ai pas la possibilité de suivre de près l'activité de votre parti, je ne connais pas sa composition intérieure et c'est pourquoi je m'abstiens de prononcer une appréciation. Mais je connais les autres partis du bureau de Londres, lesquels existent depuis bien plus d'un an. Je me demande : votre parti peut-il aborder de grandioses tâches la main dans la main avec Fenner Brockway, Walcher, Sneevliet, Brandler et autres vénérables invalides qui non seulement n'ont en rien démontré leur capacité de s'orienter dans les événements révolutionnaires, mais au contraire ont démontré à plusieurs reprises leur incapacité absolue dans l'action révolutionnaire et, les années suivantes, leur incapacité non moins absolue d'apprendre quoi que ce fût de leurs propres erreurs ? Le meilleur groupe parmi eux fut le P.O.U.M. Mais n'est-il pas clair que l'effroi du P.O.U.M. devant l'opinion publique petite-bourgeoise de la II^e et de la III^e Internationale et surtout des anarchistes, fut l'une des principales causes de l'effondrement de la révolution espagnole ?

De deux choses l'une. Ou bien le prolétariat français, trompé et affaibli par Blum, Thorez, Jouhaux et compagnie, sera pris à l'improviste et écrasé sans résistance, comme le prolétariat d'Allemagne, d'Autriche et de Tchécoslovaquie... Mais inutile de faire des calculs sur la base de cette variante : la prostration servile ne réclame aucune stratégie. Ou bien, dans cette période qui reste, l'avant-garde du prolétariat français relèvera encore la tête, rassemblera autour d'elle les masses et se trouvera capable tant de résister que d'attaquer. Mais cette variante suppose un tel essor des espoirs des masses, de leur confiance en elles, de leur passion, de leur colère contre l'ennemi, que tout ce qui est moyen, intermédiaire, informe, sera rejeté à l'écart et dissipé au vent. Seuls des révolutionnaires disposés à aller jusqu'au bout sont capables de diriger une véritable insurrection des masses, car les masses distinguent excellemment les oscillations de l'esprit de décision inébranlable. À l'insurrection des masses, il faut une ferme direction. Et sans insurrection, la catastrophe est inévitable et dans un délai très court.

Je ne vois pas d'autre voie à la formation immédiate d'une avant-garde révolutionnaire en France que l'unification de votre parti et de la section de la IV^e Internationale. Je sais qu'entre les deux organisations se mènent des pourparlers sur la fusion et loin de moi l'idée de m'immiscer dans ces pourparlers ou de donner d'ici des conseils concrets. J'aborde la question d'un point de vue plus général. Le fait que les pourparlers durent et traînent me semble être une circonstance extrêmement alarmante, le symptôme d'une discordance entre la situation objective et l'état des esprits dans les rangs les plus avancés de la classe ouvrière. Je serais heureux d'apprendre que je me trompe.

Vous portez une grande responsabilité, camarade Pivert, fort semblable à la responsabilité qui pesait sur Andrés Nin³ dans les premières années de la révolution espagnole. Vous pouvez donner aux événements une grande impulsion vers l'avant. Mais vous pouvez aussi jouer le rôle fatal de frein. Dans des moments de crise politique aiguë, l'initiative indi-

³ Andrés Nin Pérez (1892-1937), ancien dirigeant de la C.N.T., puis de l'I.S.R. à Moscou, avait dirigé jusqu'en 1935 la *Izquierda comunista* et avait été longtemps camarade d'idées et personnellement lié à Trotsky. La rupture avait été totale, non, comme on le répète trop souvent, au moment de la fondation du P.O.U.M., mais quand ce dernier, dont il était secrétaire, avait appuyé le bloc des gauches aux élections de 1936.

viduelle est capable d'exercer une grande influence sur la marche des événements. Il est seulement nécessaire de se décider fermement à une chose : *aller jusqu'au bout*.

J'espère que vous apprécierez à leur juste valeur les motifs qui m'ont guidé en vous écrivant cette lettre et je vous souhaite chaleureusement le succès dans la voie de la révolution prolétarienne.

Lénine et la Guerre impérialiste

(30 décembre 1938)

Article (T 4496) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library

« L'Histoire nous apprend, écrivait Lénine en 1916, qu'après la mort des dirigeants révolutionnaires les plus populaires auprès des classes opprimées, leurs ennemis s'efforcent de s'emparer de leurs noms pour tromper ces classes opprimées. » C'est envers Lénine lui-même que l'Histoire s'est montrée le plus cruelle en faisant de lui l'objet de ce type de manœuvre.

La doctrine officielle qui a cours aujourd'hui au Kremlin, et la politique de l'Internationale communiste en ce qui concerne l'impérialisme et la guerre, foulent aux pieds les conclusions auxquelles Lénine était parvenu et auxquelles il avait amené le parti au cours des années 1914 à 1918.

La première question qui s'est posée dès le début des hostilités a été la suivante : dans les pays impérialistes, les socialistes doivent-ils endosser la politique de « défense de la patrie » ? Le débat n'était pas de savoir si un militant socialiste isolé devait ou non remplir ses obligations militaires : il n'y avait pas pour lui d'échappatoire – la désertion n'est pas la politique des révolutionnaires – mais de savoir si le parti socialiste devait voter les crédits de guerre, renoncer à lutter contre le gouvernement, faire de la propagande pour la politique de « défense de la patrie ». Lénine répondait : non, le parti socialiste ne doit pas faire cela, il n'en a pas le droit ; non pas parce qu'il s'agit de la *guerre*, mais parce qu'il s'agit d'une *guerre réactionnaire*, d'une empoignade entre esclavagistes pour le repartage du monde.

La formation d'États nationaux sur le continent européen a embrassé la période qui a commencé, en gros, avec la grande révolution française, et s'est achevée avec la guerre franco-prussienne (1870-1871). Au cours de ces quatre-vingts années dramatiques, les guerres ont eu un caractère avant tout national. La guerre pour la fondation ou la défense de l'État national, indispensable au développement des forces productives et de la culture, avait à cette époque un caractère historique profondément progressiste. Non seulement il était possible, pour les révolutionnaires, d'apporter leur soutien politique aux guerres nationales, mais ils avaient l'obligation de le faire.

De 1871 à 1914, le capitalisme européen n'atteint pas seulement son plein épanouissement, il se dépasse, il se transforme en capitalisme monopoliste ou impérialiste. « L'impérialisme, c'est le stade qu'atteint le capitalisme, lorsque étant parvenu au bout de ses possibilités, il entre en décadence. » La cause de sa décadence tient à ce que les forces productives se trouvent singulièrement à l'étroit dans le cadre de la propriété privée, comme dans le cadre des frontières des États nationaux. L'impérialisme tend à partager et à repartager le monde. Les guerres impérialistes prennent la relève des guerres nationales. Elles ont un caractère totalement réactionnaire, où s'expriment l'absence d'issue, le marasme, la putréfaction du capitalisme monopoliste.

Cependant, le monde reste hétérogène à l'extrême. L'impérialisme agressif des nations avancées ne peut exister que parce que notre planète compte des nations arriérées, des peuples opprimés, des pays coloniaux et semi-coloniaux. La lutte des peuples opprimés pour l'unité nationale et pour l'indépendance a, d'un double point de vue, un caractère pro-

gressiste : d'une part, elle prépare pour eux-même des conditions de développement plus favorables; d'autre part, elle porte des coups à l'impérialisme. De là découle, en particulier, que, dans la lutte entre une république impérialiste démocratique et civilisée et une monarchie barbare et arriérée régnant dans un pays colonial, les socialistes seront entièrement du côté du pays opprimé, malgré la monarchie, contre le pays oppresseur, malgré sa « démocratie ».

L'impérialisme dissimule ses objectifs, à savoir la conquête de colonies, de marchés, de sources de matières premières, de zones d'influence, derrière les idées de « défense de la paix contre les agresseurs », de « défense de la patrie », « défense de la démocratie », etc. Ces idées sont totalement mensongères. Le devoir d'un socialiste n'est pas de les soutenir, mais de les démasquer aux yeux du peuple. « La question de savoir quel camp a, le premier, commis un acte d'agression ou déclaré la guerre n'a aucune espèce d'importance, lorsqu'il s'agit de définir la tactique des socialistes. Les phrases sur la défense de la patrie, la résistance à l'invasion ennemie, la guerre défensive, sont, de la part des deux camps, une tromperie complète envers le peuple. » ... « Pendant des dizaines d'années, expliquait Lénine, trois brigands (les bourgeoisies et les gouvernements de l'Angleterre, de la Russie et de la France) se sont armés pour le pillage de l'Allemagne. Est-il surprenant que deux des brigands aient attaqué avant que tous trois aient pu se saisir des armes nouvelles qu'ils avaient commandées? » C'est la réalité objective de la guerre qui a une importance décisive pour le prolétariat (quelle classe mène la guerre, au nom de quels objectifs?), et non pas les ruses d'une diplomatie qui parviendra toujours à présenter l'ennemi comme l'agresseur aux yeux du peuple. Les références des impérialistes aux mots d'ordre de démocratie et de culture ne sont qu'un énorme mensonge : « ...La bourgeoisie allemande dupe la classe ouvrière et les masses laborieuses lorsqu'elle affirme qu'elle ne fait la guerre que... pour la liberté et la culture, que pour la libération des peuples opprimés par le tsarisme... Les bourgeoisies anglaise et française trompent la classe ouvrière et les masses laborieuses lorsqu'elles soutiennent qu'elles font la guerre contre le militarisme et le despotisme allemands. »

Aucune superstructure politique ne peut changer les fondements économiques réactionnaires de l'impérialisme. La superstructure est au contraire subordonnée aux fondements. « De nos jours, il serait ridicule de songer à une bourgeoisie progressiste, à un mouvement bourgeois progressiste. La vieille « démocratie » bourgeoise... est devenue réactionnaire. » Cette appréciation de la « démocratie » impérialiste est la pierre angulaire de toute la conception léniniste.

Puisque la guerre est faite par les deux camps impérialistes, non pour la défense de la patrie et de la démocratie, mais pour le repartage du monde et des colonies, les socialistes n'ont pas le droit de préférer les brigands de l'un des camps à ceux de l'autre. Il serait absolument vain d'essayer de « définir du point de vue du prolétariat international quel serait le moindre mal pour le socialisme, lequel des deux camps engagés dans la guerre devrait, de ce point de vue, être vaincu ». Dès les premiers jours de septembre 1914, Lénine caractérisait ainsi le contenu de la guerre pour chacun des pays impérialistes et pour tous leurs alliés : « Une lutte pour la conquête des marchés et le pillage des autres pays, la tentative de casser, dans chaque pays, le mouvement révolutionnaire du prolétariat et de mettre fin à la démocratie, la tentative de duper, diviser, de briser les prolétaires de tous les pays en lançant les esclaves salariés d'une nation contre ceux d'une autre nation,

dans l'intérêt de la bourgeoisie : tel est le seul véritable contenu de la guerre et son but. » Comme on est loin de la doctrine mise à la mode par Staline, Dimitrov¹ et Cie !

La politique « d'unité nationale » revêt, encore plus en temps de guerre qu'en temps de paix, un contenu de soutien à la réaction et à la perpétuation de la barbarie impérialiste. Le refus d'apporter ce soutien – ce qui est le devoir élémentaire d'un socialiste – n'est cependant que l'aspect négatif et passif de l'internationalisme. La tâche du parti du prolétariat, c'est de « développer, sous tous ses aspects, la propagande pour la révolution socialiste, parmi la troupe comme sur le théâtre des opérations, et d'expliquer la nécessité de tourner les armes, non contre ses frères, esclaves salariés des autres pays, mais contre les gouvernements et partis réactionnaires de tous les pays. Il est absolument nécessaire, pour mener cette propagande dans toutes les langues, d'organiser des cellules et groupes clandestins parmi les soldats de tous les pays. Il faut mener une lutte sans merci contre le chauvinisme et le « patriotisme » des petits-bourgeois et des bourgeois de tous les pays, sans exception ».

Mais la lutte révolutionnaire, en temps de guerre, peut provoquer la défaite du gouvernement de son propre pays. Lénine ne redoute pas cette conséquence. « Dans chaque pays, la lutte contre son propre gouvernement qui mène une guerre *impérialiste* ne doit pas s'arrêter parce que la propagande révolutionnaire pourrait causer la défaite de ce pays. » Et c'est bien là que se situe la théorie dite du « défaitisme ». Des ennemis malhonnêtes se sont efforcés d'en traduire que Lénine aurait accepté une collaboration avec l'impérialisme étranger pour vaincre la réaction nationale. En réalité, ce dont il s'agit, c'est de la lutte parallèle des ouvriers de tous les pays contre leur propre impérialisme, leur ennemi principal et direct. « Pour nous, Russes, du point de vue des intérêts des masses laborieuses et de la classe ouvrière de Russie – écrivait Lénine à Chliapnikov² en octobre 1914 – il ne fait absolument aucun doute que le moindre mal serait, aujourd'hui et tout de suite, la défaite du tsarisme dans cette guerre... »

On ne peut combattre la guerre impérialiste avec des lamentations sur la paix, comme le font les pacifistes. « Le pacifisme et les sermons abstraits sur la paix constituent une des formes de duperie de la classe ouvrière. A l'époque du capitalisme, et en particulier au stade impérialiste, la guerre est inévitable. » Une paix conclue par les impérialistes ne sera qu'un répit avant une nouvelle guerre. Seule la lutte révolutionnaire des masses contre la guerre et contre l'impérialisme qui l'a engendré peut réellement assurer la paix. « Sans révolutions, la prétendue paix démocratique n'est qu'une utopie petite-bourgeoise. »

La lutte contre les illusions pacifistes qui endorment et affaiblissent les masses est un élément très important de la doctrine de Lénine. Il rejette avec une hargne toute particulière la revendication du « désarmement », qui est une évidente utopie à l'époque impérialiste, propre seulement à détourner la pensée des travailleurs de la nécessité de leur propre armement. « Une classe opprimée qui ne s'efforcerait pas d'apprendre le maniement des armes, de posséder des armes, mériterait seulement d'être traitée comme une classe d'esclaves. » Et plus loin : « Nous devons avoir pour mot d'ordre l'armement du prolétariat,

¹ Georgi Dimitrov (1882-1949), dirigeant des syndicats et du parti social-démocrate « tesnjak » bulgare, avait été le héros du procès de l'incendie du Reichstag en 1933 à Leipzig et, se faisant accusateur, avait mis les nazis en sérieuse difficulté. Il avait été acquitté et, plus tard, « échangé » avec l'U.R.S.S. Porté en 1934 à la tête de l'I.C. il en avait assumé la direction pendant l'année de son tournant en 1935 et notamment au 7^e (et dernier) congrès.

² Le vieux-bolchevik Aleksandr G. Chliapnikov (1883-1943) ouvrier métallurgiste, avait été envoyé par le C.C. en Russie et dirigea le parti à Pétrograd jusqu'à la révolution de février.

pour vaincre, pour exproprier et désarmer la bourgeoisie. Ce n'est qu'alors, lorsque le prolétariat aura désarmé la bourgeoisie, qu'il pourra mettre au rancart toutes ses armes. »... D'où la conclusion que Lénine tire dans des dizaines d'articles : « Le mot d'ordre de « paix » n'est pas juste ; le mot d'ordre doit être : transformer la guerre nationale en guerre civile. »

La majorité des partis ouvriers des pays capitalistes avancés se sont, dans la guerre, rangés aux côtés de leur bourgeoisie Lénine a stigmatisé leur position comme *social-chauvinisme* : socialisme en paroles, chauvinisme dans les faits. La trahison de l'internationalisme n'est pas tombée du ciel, elle est le prolongement inévitable de la politique d'adaptation des réformistes. L'opportunisme et le social-chauvinisme ont le même contenu idéologique et politique : « la collaboration de classe substituée à la lutte des classes, le refus des moyens révolutionnaires de lutte, l'aide apportée à « son » gouvernement en situation difficile, au lieu de l'utilisation de ses difficultés pour la révolution ».

La dernière période d'essor capitaliste avant la guerre (1909-1913) a lié étroitement les couches supérieures du prolétariat à l'impérialisme. L'aristocratie ouvrière et la bureaucratie ouvrière ont reçu des miettes substantielles de la manne des super-profits que l'impérialisme a tiré des colonies et des pays arriérés en général. Leur patriotisme était donc dicté par l'intérêt direct qu'elles puisaient dans la politique de l'impérialisme. Pendant la guerre, qui a mis à nu toutes les relations sociales, « l'union avec la bourgeoisie, les gouvernements, les états-majors, a donné une force énorme aux opportunistes et aux chauvins ».

Le courant le plus large du socialisme, celui qu'on appelle le centre (Kautsky et consorts), qui hésitait, en temps de paix, entre le réformisme et le marxisme, est presque tout entier tombé dans le piège du social-chauvinisme, tout en se dissimulant derrière un discours pacifiste général. En ce qui concerne les masses, elles ont été prises au dépourvu, et trompées par l'appareil qu'elles avaient elles-mêmes créé au cours des décennies passées. Ayant donné une appréciation sociologique et politique de la bureaucratie ouvrière et de la II^e Internationale, Lénine ne s'arrête pas à mi-chemin. « L'unité avec les opportunistes, c'est l'alliance des ouvriers avec « leur » bourgeoisie nationale et la division de la classe ouvrière révolutionnaire internationale. » De là, il conclut à la nécessité pour les internationalistes de rompre avec les social-chauvins. « Il est impossible de réaliser l'unité internationale des ouvriers si l'on ne rompt pas résolument avec l'opportunisme... » et également avec le centrisme, « ces courants bourgeois du socialisme ». Il faut changer le nom même du parti. « N'est-il pas préférable de rejeter le nom sali et avili de « social-démocrate » et de revenir au vieux nom marxiste de « communiste » ? » Il est temps de rompre avec la II^e Internationale et de construire la III^e.

Qu'est-ce qui a changé en un peu plus de vingt ans ? L'impérialisme a pris un caractère encore plus violent et oppressif. Le fascisme est son expression la plus achevée. Les démocraties impérialistes se sont abaissées de quelques degrés et naturellement, organiquement, elles passent au fascisme. Le joug colonial devient d'autant plus insupportable que l'aspiration des peuples opprimés à l'indépendance nationale devient plus forte. Autrement dit, tous les traits qui ont fondé la théorie de Lénine sur la guerre impérialiste ont aujourd'hui un caractère incomparablement plus monstrueux et plus aigu.

Les com-chauvins se réfèrent, il est vrai, à l'existence de l'U.R.S.S. qui provoque en quelque sorte un bouleversement complet dans la politique du prolétariat international. A cela on peut répondre en bref : avant la naissance de l'U.R.S.S. il y avait des nations op-

primées, des colonies, etc. dont la lutte était également digne d'être soutenue. S'il avait été possible de soutenir les mouvements révolutionnaires et progressistes étrangers en apportant une aide à sa propre bourgeoisie impérialiste, alors la politique du social-patriotisme serait juste dans son principe. Alors il n'y aurait eu aucune raison de construire la III^e Internationale. Voilà pour un aspect du problème, mais il y en a un autre. L'U.R.S.S. existe depuis vingt-deux ans. Pendant dix-sept ans, les principes énoncés par Lénine sont restés en vigueur. La politique com-chauvine a été définie il y a tout au plus quatre ou cinq ans. La référence à l'existence de l'U.R.S.S. n'est donc qu'une couverture hypocrite.

Si Lénine, il y a un quart de siècle, a stigmatisé comme social-chauvins et social-traîtres les socialistes passés au côté de leur impérialisme national sous prétexte de défense de la culture et de la civilisation et de la démocratie, la politique actuelle apparaît, du point de vue des principes de Lénine, d'autant plus criminelle. Il est aisé d'imaginer comment Lénine qualifierait les chefs actuels de l'Internationale Communiste qui ont ressuscité tous les sophismes de la II^e Internationale dans une situation de décomposition encore plus profonde de la civilisation capitaliste.

C'est un funeste paradoxe que de voir les tristes épigones de l'Internationale communiste, qui ont fait de son drapeau un chiffon sale servant à cirer les bottes de l'oligarchie du Kremlin, qualifier de « renégat » celui qui reste fidèle à la doctrine du fondateur de l'Internationale communiste. Lénine avait raison : les classes dominantes ne se contentent pas de persécuter les grands révolutionnaires de leur vivant, elles se vengent d'eux d'une manière encore plus raffinée après leur mort, en s'efforçant d'en faire des icônes, destinées à maintenir « l'ordre ». Bien entendu, nul n'est obligé de se placer sur le terrain des enseignements de Lénine. Mais bafouer ces enseignements et les tourner en leur contraire, cela, nous, ses élèves, nous ne le permettrons à personne !

Au Pilon !

À propos du dernier congrès de la C.G.T. Mexicaine (31 décembre 1938)

Article (T 4418) traduit du castillan, avec la permission de la Houghton Library.

Si quelqu'un avait eu la moindre illusion sur le caractère de la direction de la C.G.T.¹, le dernier congrès de cette organisation la lui aurait enlevée. Si quelqu'un, hier encore, pouvait espérer que la direction de la C.G.T. était capable d'évoluer dans un sens progressiste, il faudrait aujourd'hui tirer un trait sur ces espérances. M. Ramirez² – et ses compères ont démontré avec une franchise louable toute la profondeur de leur dégénérescence et de leur chute. Il n'existe pas dans le langage politique de termes qui conviennent pour caractériser aujourd'hui la physionomie politique de cette clique. Avant la campagne électorale qui approche et les enjeux et prébendes qui y sont liés, les chefs de la C.G.T. ont, tout d'un coup, abandonné leur « anarchisme » et leur « internationalisme » de Mardi Gras pour s'unir à l'État bourgeois nationaliste. Sous le prétexte de lutter contre le stalinisme, ils ont livré une organisation ouvrière à la pire réaction bourgeoise qui s'est mise au service de l'impérialisme étranger. Pour les magnats du pétrole et autres capitalistes, Ramirez agit ouvertement aujourd'hui comme un agent de second ordre. Personne n'a rendu ni ne pouvait rendre un plus grand service à Lombardo Toledano et, de façon générale, à toute l'agence stalinienne que celui que leur a rendu la clique des dirigeants de la C.G.T.

L'écrasante majorité des membres ouvriers de cette organisation n'a bien évidemment pas la moindre idée de l'intrigue de trahison qui a été ourdie dans son dos. Les ouvriers ne sont que les victimes des machinations personnelles et fractionnelles de messieurs les « chefs ». Cela rend plus criminel et honteux le virage réactionnaire qui est arrivé à son apogée au dernier congrès de la C.G.T. et qui a ouvert une ère de prostitution politique authentique et débridée.

Les calomniateurs du camp stalinien font courir le bruit que la IV^e Internationale et les groupes qui sont proches d'elle cherchent à constituer un bloc politique avec les sommets de la C.G.T. Nous repoussons cette calomnie, comme toutes les autres, avec un dégoût compréhensible. Le devoir élémentaire du marxiste révolutionnaire consiste à effectuer un travail systématique dans les organisations de masse du prolétariat et en premier lieu les syndicats. Ce devoir est valable pour le C.T.M., la C.G.T. et toutes les organisations syndicales en général. Mais un travail persévérant à l'intérieur des syndicats, l'éducation de ses militants de base dans l'esprit du marxisme révolutionnaire sont aussi éloignées de la poli-

¹ En mai 1918, le congrès ouvrier national du Mexique avait fondé une nouvelle centrale, la C.R.O.M. (*Confederación Regional Obrera Mexicana*), qu'animait essentiellement Luis N. Morones. Elle allait connaître sa première scission en 1919, la majorité ayant décidé d'appuyer la formation d'un *Partido Laborista*. La minorité, proclamant sa fidélité à l'« apolitisme » d'inspiration libertaire, scissionnait et fondait la C.G.T. (*Confederación General de Trabajadores*) qui, après une brève collaboration, rompit définitivement avec le P.C. en 1922. Le nouveau syndicat s'inscrivait dans la tradition mexicaine de la « *Casa del Obrero mundial* ». Il évolua cependant très vite à droite en 1935-1936, et tourna le dos à son anti-électorisme, au moment même où Diego Rivera rêvait de l'intégrer dans un nouveau mouvement de classe.

² Julio Ramirez était le nouveau dirigeant de la C.G.T.

tique du bloc aventuriste avec les chefs syndicaux corrompus que l'est le ciel de la terre. Qui donne un doigt au diable risque d'y perdre sa main ! Mais il n'existe pas un seul marxiste révolutionnaire qui donne, ne disons pas un doigt, mais même pas un bout d'ongle à l'actuelle clique dirigeante de la C.G.T. Une lutte implacable contre elle, devant la classe ouvrière, est le devoir révolutionnaire élémentaire. M. Ramírez et ses compères doivent être cloués pour toujours au pilori par l'avant-garde prolétarienne.

La clique de Toledano-Laborde organise des persécutions physiques contre la C.G.T. : attaques contre ses locaux et ses réunions, sabotage technique des transmissions de radio, etc. Cette sorte de gangstérisme, introduit dans le mouvement ouvrier mondial par Staline, n'a rien de commun avec une véritable lutte contre la réaction : il n'est qu'un des moyens ordinaires par lesquels les différentes cliques de la bureaucratie ouvrière ont l'habitude de régler entre elles leurs comptes. Le travail de la politique révolutionnaire ne consiste pas à empêcher mécaniquement un chef syndical de s'exprimer, mais à enseigner aux masses la méfiance vis-à-vis des chefs réactionnaires et à les chasser.

Il est impossible de ne pas relever une fois de plus que les staliniens, à l'instar de leur maître, emploient à leurs fins, de façon de plus en plus impudente et ouverte, toutes sortes de formes de répression « totalitaire » ; mais, étant donné qu'au Mexique ils n'ont pas le pouvoir, ils sont obligés de se limiter à la lutte à l'intérieur de la classe ouvrière. Les méthodes totalitaires dans l'État *bourgeois*, c'est-à-dire dans une société basée sur la propriété privée, ne sont pas autre chose que du *fascisme*. En ce sens, les procédés de Toledano-Laborde ouvrent la voie à la dictature fasciste. Toutes les restrictions à la démocratie dans la société bourgeoise retombent en fin de compte de tout leur poids sur la classe ouvrière. Les véritables précurseurs du fascisme au Mexique, ce ne sont pas seulement Ramírez, agent de la réaction ouverte, mais aussi les staliniens Laborde et Toledano. Il n'y a pourtant aucune raison de croire qu'ils trouveraient l'absolution sous la dictature fasciste qu'ils préparent. Non, dans le cas d'une victoire de cette dernière, ils se retrouveront dans un camp de concentration... s'ils ne prennent pas la fuite à temps. Une fois dans un camp de concentration, ils comprendront enfin peut-être la signification des avertissements que nous leur avons donnés.

Une leçon de plus

À propos de la conférence de Lima

(31 décembre 1938)

Article (T 4497), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

L'accouchement pénible de la résolution dite de solidarité à Lima était à peine terminé au moment où ce numéro va sous presse. Nous ne sommes donc pas en mesure de donner ici une analyse détaillée de la conférence panaméricaine¹. Nous le ferons dans notre prochain numéro. Nous nous bornons ici en toute hâte à quelques conclusions sommaires, mais inébranlables et en même temps instructives.

L'Amérique latine est un point d'appui absolument indispensable pour l'agression mondiale des États-Unis. Il ne s'agit donc pas pour la Maison Blanche de défendre la démocratie de l'Amérique, mais de défendre l'Amérique comme telle pour les États-Unis. Les groupements entre les pays d'Amérique latine vis-à-vis des États-Unis n'ont rien eu à voir avec la ligne de démarcation entre la démocratie et le fascisme. Ce sont la position géographique et stratégique et les intérêts commerciaux, non la forme politique, qui ont déterminé l'attitude de chaque pays envers les exigences pieuses et hypocrites de Cordell Hull², lequel avait pour lui certaines dictatures parmi les plus brutales et contre lui des pays qui s'approchent de la « démocratie ».

Il est évident que la politique de Roosevelt, c'est-à-dire celle de l'impérialisme amical et souriant, a fait faillite, ce qui est un complément bien naturel à la faillite du New Deal dans la politique intérieure des États-Unis. La conclusion qu'en tirera, qu'en a tirée déjà le Capital américain, est claire : on ne peut rien obtenir de sérieux par des concessions aux ouvriers dans la vie intérieure ni par des concessions aux peuples « barbares » dans le domaine de la politique extérieure. Le formidable programme d'armements des États-Unis donne un relief éloquent à la défaite diplomatique de Cordell Hull à Lima.

Pour le Nouveau Monde aussi, il va s'ouvrir une époque de fer. Pas d'illusions ! Pas de leurres pacifistes ! C'est seulement par la lutte révolutionnaire que les peuples latino-américains, comme le prolétariat des États-Unis, pourront assurer leur émancipation.

¹ La 8^e conférence panaméricaine s'était tenue au Pérou, à Lima, du 9 au 27 décembre 1938. La déclaration résultait d'un compromis entre Londres et Washington dont les intérêts s'affrontaient sur le continent latino-américain.

² Cordell Hull (1871-1955), juge, puis député (1907-1921. 1923-1931), sénateur (1931-1933), avait été choisi comme secrétaire d'État aux affaires étrangères par le président Roosevelt.